



# PLURALITÉ ET POUVOIR : LES FEMMES DANS LES INSTANCES DÉCISIONNELLES EN AFRIQUE DE L'OUEST



*Une Publication du:*  
Réseau des Femmes  
Leaders pour le  
Développement (RFLD)

**MARS 2025**



Email : [ADMIN@RFLGD.ORG](mailto:ADMIN@RFLGD.ORG) – [PROGRAMS@RFLGD.ORG](mailto:PROGRAMS@RFLGD.ORG) - [COMMUNICATIONS.INFO@RFLGD.ORG](mailto:COMMUNICATIONS.INFO@RFLGD.ORG)

Site web: [www.rflgd.org](http://www.rflgd.org)

- Facebook : [www.facebook.com/rfldorg](https://www.facebook.com/rfldorg)
- LinkedIn: [www.linkedin.com/company/rfld](https://www.linkedin.com/company/rfld)
- Instagram: [www.instagram.com/rfldorg](https://www.instagram.com/rfldorg)
- X : [www.x.com/rfldorg](https://www.x.com/rfldorg)
- Chaîne YouTube: [www.youtube.com/@rfldorg/videos](https://www.youtube.com/@rfldorg/videos)
- Bluesky : [www.bsky.app/profile/rfldorg.bsky.social](https://www.bsky.app/profile/rfldorg.bsky.social)



## **Table des Matières**

### **Préface**

- Mot de la Présidente
- Remerciements

### **A Propos du RFLD**

#### **Introduction : L'Impératif de l'Égalité**

- La participation politique des femmes : un pilier de la démocratie et du développement
- Contexte socio-politique de l'Afrique de l'Ouest
- Objectifs et méthodologie de la publication

#### **Situation Pays**

#### **Partie I : Les Femmes dans les Sphères du Pouvoir**

- Chapitre 1 : Les Femmes dans les Exécutifs Nationaux
  - Analyse de la représentation féminine dans les gouvernements
  - Rôles et influence des femmes ministres
  - Défis et opportunités
- Chapitre 2 : Les Femmes dans les Législatures
  - Représentation féminine dans les parlements nationaux
  - Impact des femmes parlementaires sur les politiques publiques
  - Quotas et lois sur la parité : efficacité et limites
- Chapitre 3 : Les Femmes dans le Système Judiciaire
  - Présence des femmes dans les tribunaux et les instances judiciaires
  - Rôle des femmes juges et avocates dans la promotion de l'égalité
  - Accès des femmes à la justice
- Chapitre 4 : Les Femmes dans les Collectivités Locales
  - Participation des femmes aux élections locales (maires, conseillères)
  - Impact des femmes élues sur le développement local



- Défis spécifiques aux femmes dans la politique locale

## **Partie II : Obstacles et Défis**

- Chapitre 5 : Les Normes Culturelles et les Stéréotypes de Genre
  - Influence des traditions et des coutumes
  - Stéréotypes de genre et perceptions sociales
  - Impact sur la participation politique des femmes
- Chapitre 6 : Les Barrières Économiques et Éducatives
  - Accès limité aux ressources financières et aux opportunités économiques
  - Inégalités dans l'accès à l'éducation
  - Impact sur la capacité des femmes à mener des campagnes politiques
- Chapitre 7 : La Violence et l'Intimidation Politiques
  - Formes de violence à l'égard des femmes en politique
  - Impact sur la participation et la sécurité des femmes
  - Mesures de protection et de prévention
- Chapitre 8 : Le Rôle des Partis Politiques
  - Soutien et inclusion des femmes au sein des partis
  - Discrimination et marginalisation
  - Importance des politiques internes favorables aux femmes

## **Partie III : Stratégies et Solutions**

- Chapitre 9 : Quotas et Lois sur la Parité : Mise en Œuvre et Impact
  - Analyse comparative des lois sur la parité en Afrique de l'Ouest
  - Meilleures pratiques et leçons apprises
  - Recommandations pour une mise en œuvre efficace
- Chapitre 10 : Renforcement des Capacités et Formation
  - Programmes de formation pour les femmes candidates et élues
  - Développement du leadership et des compétences politiques



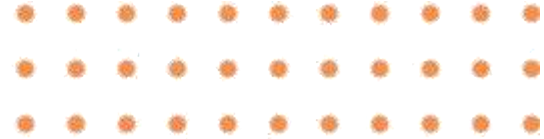
- Mentorat et réseaux de soutien
- Chapitre 11 : Sensibilisation et Éducation du Public
  - Campagnes de sensibilisation sur l'importance de la participation des femmes
  - Éducation civique et engagement des jeunes
  - Rôle des médias et de la communication
- Chapitre 12 : Partenariats et Collaboration
  - Rôle des organisations de la société civile et des ONG
  - Coopération régionale et internationale
  - Mobilisation des ressources et plaidoyer

### **Conclusion : Vers une Participation Équitable et Significative**

- Synthèse des principaux constats
- Recommandations pour l'avenir
- Appel à l'action

### **Annexes**

- Bibliographie



## Préface

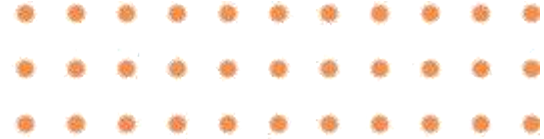
Au nom du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD), je suis honorée de présenter cette publication qui explore en profondeur les enjeux cruciaux de la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest. Cette région, riche en diversité culturelle et en potentiel de développement, se trouve à un carrefour où l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sont reconnues comme des piliers essentiels pour la consolidation de la démocratie et la promotion d'un développement durable et inclusif.

Le RFLD, depuis sa création, s'est engagé à défendre les droits des femmes et à promouvoir leur participation active dans tous les domaines de la vie publique, y compris la politique. Nous croyons fermement que les femmes, en tant que citoyennes à part entière, doivent avoir les mêmes opportunités que les hommes de participer aux processus décisionnels qui façonnent leur vie et leur avenir. Cette publication est le fruit d'un travail collectif, d'une analyse rigoureuse et d'un engagement indéfectible envers cette vision.

Les femmes d'Afrique de l'Ouest, malgré les obstacles et les défis, ont démontré leur capacité à diriger, à innover et à contribuer de manière significative au développement de leurs communautés et de leurs pays. Elles sont des leaders communautaires, des entrepreneures, des activistes, des professionnelles et des décideuses. Leur participation politique est non seulement un droit fondamental, mais aussi un atout inestimable pour la construction de sociétés plus justes, équitables et prospères.

Cependant, la réalité est que les femmes continuent d'être sous-représentées dans les instances politiques en Afrique de l'Ouest. Les normes culturelles et les stéréotypes de genre, les barrières économiques et éducatives, la violence et l'intimidation politiques, ainsi que le manque de soutien des partis politiques, sont autant d'obstacles qui limitent leur accès aux postes de décision et leur capacité à exercer une influence politique significative.

Cette publication vise à mettre en lumière ces obstacles, à analyser les progrès réalisés et à identifier les stratégies prometteuses pour renforcer la participation politique des femmes. Elle explore en profondeur les quotas et les lois sur la parité, le renforcement des capacités et la



formation, la sensibilisation et l'éducation du public, ainsi que les partenariats et la collaboration entre les différents acteurs.

Nous espérons que cette publication servira de source d'information et d'inspiration pour les décideurs politiques, les organisations de la société civile, les partenaires au développement, les médias et tous ceux qui s'intéressent à la promotion de l'égalité des genres et à la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest.

Le RFLD lance un appel à l'action à tous les acteurs concernés pour qu'ils s'engagent à mettre en œuvre les recommandations de cette publication et à prendre des mesures concrètes pour renforcer la participation politique des femmes. Nous croyons que, ensemble, nous pouvons construire des sociétés plus justes, inclusives et prospères, où les femmes participent pleinement à la vie politique et contribuent au développement de leurs communautés et de leurs pays.

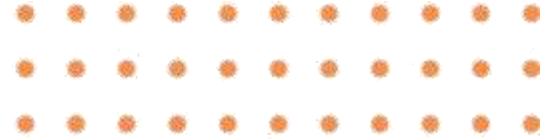
Je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette publication, en particulier les femmes politiques, les experts, les chercheurs, les organisations de la société civile et les partenaires au développement. Leur engagement et leur expertise ont été essentiels pour la réussite de ce projet.

Je tiens également à exprimer ma gratitude à tous les membres du RFLD, qui travaillent sans relâche pour défendre les droits des femmes et promouvoir leur participation politique en Afrique de l'Ouest. Leur passion, leur dévouement et leur engagement sont une source d'inspiration pour nous tous.

Ensemble, nous pouvons construire un avenir où les femmes participent pleinement à la vie politique et contribuent au développement de l'Afrique de l'Ouest.

***AGUEH Dossi Sekonnou Gloria***

**Présidente du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD)**



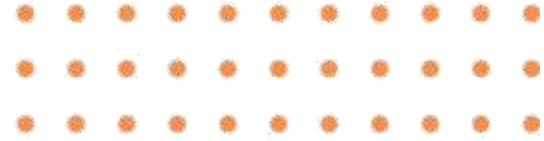
## Remerciements

La réalisation de cette publication, qui explore en profondeur les enjeux de la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest, a été le fruit d'un effort collectif et d'une collaboration fructueuse entre de nombreux acteurs.

Nous tenons à remercier en premier lieu les femmes politiques d'Afrique de l'Ouest, dont les expériences et les analyses ont enrichi de manière significative cette publication. Leur courage, leur détermination et leur engagement en faveur de l'égalité des genres sont une source d'inspiration pour nous tous. Nous exprimons notre reconnaissance aux experts et aux chercheurs, dont les connaissances approfondies et les analyses rigoureuses ont permis de mieux comprendre les défis et les opportunités liés à la participation politique des femmes dans la région. Leurs contributions ont été essentielles pour la qualité et la pertinence de cette publication.

Nous remercions les organisations de la société civile et les mouvements de femmes, qui travaillent sans relâche pour défendre les droits des femmes et promouvoir leur participation politique en Afrique de l'Ouest. Nous remercions les membres du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD), dont le travail acharné et le dévouement ont été indispensables à la réalisation de cette publication. Leur passion, leur engagement et leur expertise ont été une source d'inspiration pour nous tous.

Nous exprimons notre reconnaissance à l'équipe de rédaction, dont le professionnalisme et le souci du détail ont permis de produire une publication de qualité. Leur travail a été essentiel pour la clarté, la cohérence et la pertinence de cette publication. Enfin, nous remercions toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de cette publication. Leur soutien et leur engagement ont été essentiels pour la réussite de ce projet. Nous espérons que cette publication servira de source d'information et d'inspiration pour tous ceux qui s'intéressent à la promotion de l'égalité des genres et à la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest. Nous croyons que, ensemble, nous pouvons construire un avenir où les femmes participent pleinement à la vie politique et contribuent au développement de leurs communautés et de leurs pays.



## A PROPOS DU RFLD

Le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) est une organisation régionale clé, stratégiquement enregistrée au Ghana et en République du Bénin, dont la mission est d'autonomiser les femmes et les jeunes à travers l'Afrique subsaharienne. Le cadre opérationnel du RFLD est basé sur les principes fondamentaux de la promotion des droits et de la participation active dans les processus décisionnels qui affectent directement les communautés marginalisées.

À travers un réseau solide, le RFLD favorise une coopération au développement efficace, employant une approche multifacette qui aborde des domaines critiques tels que la justice économique, la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR), et la justice climatique.

Notre organisation s'engage à renforcer la capacité des communautés à travers des campagnes de sensibilisation complètes, des programmes de formation ciblés, et des initiatives de plaidoyer stratégique, utilisant les technologies de communication modernes pour élargir notre portée et notre impact. La philosophie centrale du RFLD repose sur la conviction que le changement durable dépend de l'autonomisation des femmes et des groupes marginalisés, en leur fournissant les outils nécessaires pour affirmer leurs droits et contribuer activement au progrès sociétal.

Dans le contexte de l'Afrique subsaharienne, où les droits des femmes sont souvent compromis, le RFLD adopte une posture proactive contre des pratiques nuisibles telles que les mutilations génitales féminines et le mariage des enfants, tout en promouvant des normes sociales positives. Les SRHR demeurent une préoccupation primordiale, guidant nos efforts pour améliorer l'accès aux soins de santé maternels et reproductifs, et plaidant pour les droits en matière de santé des femmes.

La justice économique est un autre domaine critique de notre intervention. Le RFLD propose des programmes de formation spécialisés axés sur l'entrepreneuriat et la gestion financière, permettant aux femmes d'établir et de gérer des entreprises durables. Cette autonomisation économique est cruciale pour atténuer la pauvreté parmi les femmes et les jeunes, qui sont souvent confrontés à des inégalités systémiques.

Reconnaissant l'impact disproportionné du changement climatique sur les femmes, le RFLD défend leur inclusion dans les discussions et décisions relatives aux politiques environnementales.



Nous proposons des programmes qui promeuvent des pratiques agricoles durables, renforçant la résilience des communautés et veillant à ce que les perspectives des femmes soient centrales pour relever les défis environnementaux.

La mobilisation communautaire est fondamentale à la stratégie du RFLD pour atteindre un changement durable. Nous facilitons la création d'organisations communautaires qui jouent un rôle vital dans la défense des droits des femmes et la lutte contre l'inégalité. En cultivant un réseau de soutien solide, le RFLD vise à amplifier l'impact de ses initiatives grâce à des alliances stratégiques avec des acteurs étatiques et non étatiques.

Le RFLD est un agent de changement clé dans la quête des droits des femmes en Afrique subsaharienne. À travers des programmes ciblés et une approche holistique, nous cherchons à transformer les structures organisationnelles, mobiliser les communautés, et influencer les politiques publiques pour garantir la représentation équitable et la pleine participation des femmes et des jeunes dans tous les aspects de la vie sociale, économique et politique. Notre dévouement à favoriser un avenir inclusif, où les droits des femmes sont respectés et valorisés, souligne notre pertinence dans un paysage mondial en constante évolution.

#### Qui Nous Sommes

Le RFLD maintient une présence stratégique à travers le Sahel, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique australe. Nous collaborons avec plus de six cent organisations (600), en mettant l'accent sur les priorités programmatiques qui comprennent les SRHR, la justice économique, la justice climatique, la paix et la sécurité, et la gouvernance participative. Cette approche globale nous permet de répondre aux besoins divers et nuancés des communautés que nous servons.

Au niveau régional, le RFLD occupe une position importante au sein de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) de l'Union africaine. Nous faisons partie du Groupe de travail du Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et avons le statut d'observateur auprès de la CADHP.



Le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) est une organisation panafricaine basée en Afrique de l'Ouest, dédiée à la promotion et à la protection des droits des femmes, des jeunes, et des groupes vulnérables, et à garantir leur participation significative dans les sphères décisionnelles. Le RFLD favorise une coopération efficace à travers des campagnes de sensibilisation, des programmes de formation, des initiatives éducatives, la création de coalitions, et du plaidoyer, en utilisant les technologies de communication pour maximiser l'impact.

Un facteur déterminant du RFLD est notre portée étendue à travers l'Afrique francophone, lusophone et anglophone, associée à nos solides partenariats avec des organisations de la société civile féminine, des acteurs gouvernementaux et des réseaux régionaux. Cela nous permet d'influencer les politiques et d'améliorer l'environnement favorable aux droits des femmes. De plus, le RFLD met en œuvre des stratégies d'engagement numérique pour les jeunes femmes, garantissant que les initiatives soient inclusives et représentatives.

Le RFLD joue un rôle essentiel dans le renforcement du travail des Défenseurs des Droits Humains (DHR) femmes en réduisant leur vulnérabilité à la persécution grâce à des mécanismes de protection robustes et à des initiatives de renforcement des capacités. Le RFLD représente des milliers de DHR, d'organisations de droits de l'homme et de coalitions nationales, étendant notre influence à travers les réseaux sous-régionaux. Nous apportons notre expertise pour améliorer la collaboration entre les organisations de défense des droits humains des femmes, traiter les contraintes de ressources qui compromettent la sécurité et la sûreté des DHR, et renforcer les capacités des défenseurs pour s'engager efficacement avec les instruments et mécanismes des droits de l'homme.

Le RFLD s'efforce de combler des lacunes critiques en matière de connaissance, de faciliter le soutien régional et international pour renforcer les DHR locaux et nationaux, et de fournir une protection essentielle contre les attaques et la répression. En tirant parti de notre réseau étendu, nous garantissons un environnement plus sûr, plus connecté et mieux doté en ressources pour les DHR à travers le continent, renforçant leur capacité à plaider pour les droits humains et les libertés démocratiques.

Notre Vision



Le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) envisage une Afrique subsaharienne où les femmes et les jeunes sont autonomisés pour participer pleinement et diriger les processus de développement. Nous nous efforçons de renforcer les capacités des populations

à travers des programmes de sensibilisation, de formation et d'éducation, ainsi qu'un plaidoyer efficace, en utilisant les technologies de communication pour maximiser l'impact. Le RFLD est une organisation à but non lucratif engagée à établir des partenariats de développement efficaces grâce à l'implication inclusive d'acteurs étatiques et non étatiques.

Notre objectif global est de promouvoir un développement durable, en mettant l'accent sur des objectifs spécifiques tels que l'avancement de l'égalité des sexes, l'encouragement de l'engagement civique, la promotion de la paix grâce à l'éducation et à la formation, et la mise en œuvre d'initiatives éducatives de qualité.

#### Notre Mission

La mission du Réseau des Femmes Leaders pour le Développement est d'autonomiser les femmes et les jeunes à travers l'Afrique subsaharienne en favorisant un avenir inclusif et équitable où leurs droits sont protégés, leurs voix sont entendues, et ils participent activement à la prise de décisions qui impactent leur vie.

Pour atteindre cet objectif, le RFLD met en œuvre des programmes de formation et de sensibilisation complets qui renforcent les capacités de leadership et de plaidoyer des femmes et des jeunes. Ces initiatives visent à développer des leaders communautaires qui peuvent défendre les droits de leurs pairs et promouvoir l'égalité des sexes. En facilitant l'accès à l'éducation, aux ressources économiques et aux opportunités d'emploi, le RFLD s'efforce de réduire les inégalités et de créer des conditions propices à la participation active des femmes et des jeunes dans tous les aspects de la vie sociale, économique et politique.

Nous travaillons en collaboration avec d'autres organisations, des gouvernements et des acteurs de la société civile pour développer des politiques publiques qui favorisent l'autonomisation. En renforçant un réseau de soutien solide, le RFLD cherche à forger des partenariats stratégiques qui amplifient l'impact de nos actions. De cette manière, nous aspirons à construire un avenir où



chaque femme et chaque jeune a l'opportunité de réaliser son potentiel, contribuant au développement durable et à une société plus juste.

### Domaines d'Intervention

Les domaines d'intervention du RFLD sont stratégiquement alignés pour répondre aux défis multifacettes auxquels sont confrontées les femmes et les jeunes en Afrique subsaharienne. Ces domaines comprennent les droits humains, la justice économique, la lutte contre les pratiques nuisibles, la justice climatique, la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR), ainsi que la paix et la sécurité. Notre mission est de renforcer les capacités des populations à travers la recherche, la sensibilisation, les programmes de formation, l'éducation, et un plaidoyer efficace, en tirant parti des technologies de communication pour maximiser la portée et l'impact.

- **Droits Humains** : Le RFLD travaille à promouvoir et à protéger les droits humains, en mettant particulièrement l'accent sur les droits des femmes et des jeunes. À travers des programmes de sensibilisation ciblés, nous informons et éduquons les communautés sur les droits fondamentaux, les lois, et les politiques qui garantissent l'égalité et la dignité. En collaborant avec des partenaires locaux et internationaux, le RFLD s'engage à documenter les violations des droits humains et à plaider pour des réformes législatives. Notre objectif est de créer un environnement où chaque individu, indépendamment de son genre, puisse jouir de ses droits sans discrimination, contribuant ainsi à une société plus juste et équitable.
- **Justice Économique** : La justice économique est essentielle pour garantir l'autonomisation des femmes et des jeunes. Le RFLD développe des programmes de formation sur l'entrepreneuriat, la gestion financière, et l'accès aux ressources économiques. En soutenant les initiatives économiques locales, nous visons à renforcer la capacité des femmes et des jeunes à créer et à gérer des entreprises durables. De plus, le RFLD plaide pour des politiques favorables qui garantissent un accès équitable aux opportunités économiques, combattent l'inégalité des revenus, et promeuvent des pratiques commerciales éthiques.



- **Lutte contre les Pratiques Nuisibles** : Le RFLD est fermement engagé dans la lutte contre des pratiques nuisibles telles que les mutilations génitales féminines, le mariage précoce, et d'autres formes de violence basée sur le genre. À travers des campagnes de sensibilisation et des programmes éducatifs, nous cherchons à changer les mentalités et à promouvoir des normes sociales positives. En impliquant les communautés, notamment les leaders traditionnels et religieux, le RFLD encourage le dialogue ouvert pour aborder ces problématiques et trouver des solutions durables. Notre objectif est de protéger les droits et la santé des femmes et des filles en créant un environnement exempt de violence et d'abus.
- **Justice Climatique** : Le RFLD reconnaît que les impacts du changement climatique touchent de manière disproportionnée les femmes et les jeunes, en particulier dans les zones vulnérables. Nous menons des initiatives pour sensibiliser les communautés aux questions environnementales et promouvoir des pratiques durables. En intégrant une perspective de genre dans les discussions sur la justice climatique, le RFLD plaide pour des politiques qui garantissent la participation des femmes à la prise de décision environnementale. Des programmes de formation sur l'agriculture durable et la gestion des ressources naturelles sont également mis en œuvre pour renforcer la résilience des communautés face au changement climatique.
- **Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SRHR)** : Le RFLD est engagé à améliorer l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs pour les femmes et les jeunes. À travers des campagnes de sensibilisation, nous informons les communautés sur les droits en matière de santé reproductive, y compris l'accès à la contraception et aux services de santé maternelle. Le RFLD plaide également pour la mise en œuvre de politiques garantissant l'accès aux soins de santé sans discrimination. En formant des éducateurs communautaires, nous cherchons à accroître les connaissances sur la santé reproductive, à réduire les taux de grossesses non prévues, et à promouvoir un environnement équitable.



- Paix et Sécurité : Le RFLD croit que la paix et la sécurité sont fondamentales pour le développement durable. Nous travaillons à promouvoir la participation des femmes dans les processus de paix et de résolution de conflits. En organisant des ateliers et des forums de dialogue, le RFLD encourage les femmes à s'engager activement dans la construction de la paix au sein de leurs communautés. De plus, nous plaidons pour des politiques qui reconnaissent le rôle crucial des femmes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix. En sensibilisant les liens entre genre, sécurité et développement, le RFLD contribue à créer un environnement où la paix est durable et inclusive.

## Identité du RFLD

Au Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD), notre identité est définie par notre engagement indéfectible à renforcer les capacités des organisations de la société civile (OSC) et des médias. Nous reconnaissons les nombreux défis auxquels ces acteurs sont confrontés, notamment l'absence de protection physique et légale. Nos actions sont stratégiquement axées sur la formation, la convocation et la création de coalitions, nous permettant d'offrir un soutien immédiat et durable aux parties prenantes. Ce cadre d'intervention vise à créer un environnement sûr et propice où les OSC peuvent opérer librement, tout en développant les compétences essentielles pour défendre leurs droits et ceux des communautés qu'elles servent.

Nous agissons en tant que mobilisateurs d'opinions, attirant l'attention des décideurs sur des questions critiques qui impactent la vie sociale. À travers nos initiatives, nous soulignons l'importance de respecter l'espace civique, la liberté d'expression et les droits humains. En nous engageant dans un dialogue constructif, nous cherchons à influencer les politiques publiques et à promouvoir un environnement où les voix des femmes et des jeunes sont entendues et valorisées. Cette approche renforce notre capacité à défendre les droits civils et à promouvoir des réformes significatives.

Nos interventions ont considérablement amélioré l'accessibilité des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour les activistes et les organisations dirigées par des femmes. Grâce à des programmes de renforcement organisationnel, nous avons permis aux OSC de naviguer plus efficacement dans les structures de gouvernance et d'accéder aux ressources nécessaires à leur



développement. Cette accessibilité est cruciale pour garantir que les préoccupations des femmes et des jeunes soient intégrées dans les politiques publiques et les décisions qui les affectent.

De plus, le RFLD est dédié à conduire un changement systémique en réponse aux défis mondiaux pressants. Nous croyons fermement au pouvoir de la solidarité africaine et mondiale, et au développement qui émane des bases, transcendant les frontières. Avec une expertise approfondie dans la construction de coalitions et le renforcement des mouvements sociaux, nous mobilisons un large éventail d'organisations de droits des femmes. Notre capacité à amplifier les voix des peuples africains et à faciliter un dialogue franc avec les autorités est une force essentielle, garantissant que les luttes pour les droits des femmes occupent le devant de la scène politique en Afrique de l'Ouest.

### Nos Résultats

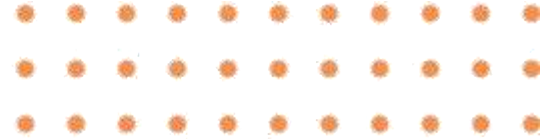
Le Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD) a obtenu des résultats significatifs dans sa mission d'autonomiser les femmes et les jeunes à travers l'Afrique subsaharienne. Nos efforts reposent sur le renforcement des capacités communautaires à travers des programmes de sensibilisation, de formation et de plaidoyer, en utilisant les technologies de communication pour élargir notre portée et notre impact.

Nos résultats démontrent notre engagement à créer un changement durable en abordant les causes profondes de l'inégalité et en autonomisant les groupes marginalisés.

- **Renforcement des Capacités :** Le RFLD a mis en œuvre des programmes de formation et de sensibilisation complets qui ont permis aux femmes et aux jeunes de devenir des leaders communautaires efficaces et des défenseurs de leurs droits. Ces programmes ont équipé les participants de compétences essentielles en leadership, plaidoyer, et digitalisation, leur permettant de participer activement aux processus décisionnels.
- **Plaidoyer Efficace :** Le RFLD a contribué à des avancées législatives significatives concernant la violence basée sur le genre dans plusieurs pays. En plaidant pour des politiques qui respectent et protègent les droits des femmes, nous avons contribué à créer un cadre juridique plus juste et équitable.



- **Données et Recherche** : À travers notre Centre de Données Données, le RFLD collecte et analyse des données critiques sur les questions liées au genre. Ces données servent de ressource précieuse pour les défenseurs des droits humains et soutiennent les efforts de plaidoyer basés sur des preuves pour promouvoir l'égalité de genre.
- **Contributions à la Santé et aux Droits Reproductifs** : Le RFLD s'engage à améliorer l'accès aux soins de santé maternelle et reproductive. En sensibilisant les communautés aux SRHR et en plaidant pour des politiques inclusives, nous avons contribué à réduire les taux de mortalité maternelle et à améliorer la santé globale des femmes.
- **Soutien aux Femmes Leaders** : Le programme REFELA, établi par le RFLD, renforce le leadership politique et l'égalité des sexes en soutenant les initiatives des femmes leaders dans des pays comme le Bénin. Ce programme a autonomisé les femmes à assumer des rôles de leadership et à influencer les décisions politiques.
- **Résilience aux Normes Nuisibles** : Le RFLD a mené des campagnes et des programmes impactant pour lutter contre des pratiques nuisibles telles que les mutilations génitales féminines et le mariage précoce. Ces initiatives ont contribué à changer les normes sociales et à protéger les droits des femmes et des filles.
- **Réponses aux Crises Humanitaires** : Dans des contextes fragiles, le RFLD a œuvré pour garantir que les femmes aient accès à la justice et aux services de soutien, en particulier pour les survivantes de violences sexuelles lors des conflits. Nos efforts ont fourni un soutien essentiel aux femmes vulnérables et les ont aidées à reconstruire leurs vies.
- **Approche Inclusive et Collaborative** : Le RFLD collabore avec un éventail diversifié de partenaires, y compris des gouvernements, des OSC et des organisations internationales, pour développer des politiques publiques qui promeuvent l'autonomisation des femmes et des jeunes et favorisent la paix. Cette approche collaborative a amplifié notre impact et contribué à un changement durable.



## Comment nous conduisons le changement : Nos Voies

La théorie du changement du RFLD pour atteindre l'égalité des sexes en Afrique subsaharienne repose sur l'interconnexion des facteurs individuels, organisationnels, communautaires et environnementaux. Nous croyons que le changement durable nécessite une approche holistique qui aborde simultanément les barrières structurelles et individuelles.

### Éléments Clés de Notre Théorie du Changement :

- Autonomisation Individuelle :
  - Le RFLD autonomise les individus par l'éducation et la sensibilisation, leur permettant de comprendre et d'affirmer leurs droits.
  - Des programmes de formation ciblés développent les compétences en leadership, plaidoyer et littératie numérique, permettant aux femmes de devenir des actrices de changement.
  - Nous favorisons un mouvement collectif où les femmes s'unissent pour exiger l'égalité et la justice, créant une dynamique de solidarité et d'autonomisation.
- Transformation Organisationnelle :
  - Le RFLD soutient les organisations dans l'adoption de pratiques inclusives et équitables à travers des politiques sensibles au genre.
  - Nous facilitons le développement du leadership féminin au sein des organisations, garantissant que les décisions reflètent une perspective de genre.
  - Des mécanismes de responsabilité, tels que des comités de genre, suivent les progrès et garantissent que les engagements en faveur de l'égalité des sexes sont respectés.
  - Nous favorisons le réseautage entre les organisations pour partager les meilleures pratiques.
- Mobilisation Communautaire :



- Le RFLD crée des organisations communautaires qui agissent comme des catalyseurs de changement, abordant les questions relatives à l'égalité des sexes et à la diversité sexuelle.
- Nous engageons les membres de la communauté dans des dialogues et des efforts de plaidoyer pour contester les normes sociales et pratiques nuisibles.
- Nous promouvons la responsabilité communautaire des initiatives, garantissant que les solutions soient durables et culturellement pertinentes.
- Plaidoyer Politique :
  - Le RFLD s'engage dans un plaidoyer stratégique pour influencer les politiques publiques et les cadres juridiques qui promeuvent l'égalité des sexes.
  - Nous collaborons avec les gouvernements et les décideurs pour garantir que les voix des femmes soient incluses dans les processus de prise de décision.
  - Nous suivons et évaluons la mise en œuvre de politiques sensibles au genre pour assurer responsabilité et efficacité.
- Prise en Compte de l'Intersections :
  - Le RFLD reconnaît les expériences diverses des femmes et des jeunes, abordant les multiples formes de discrimination auxquelles ils sont confrontés.
  - Nous adaptons nos interventions pour répondre aux besoins spécifiques des groupes marginalisés, y compris les femmes en situation de handicap.
  - Nous promouvons des approches inclusives qui abordent les causes profondes de l'inégalité et favorisent la justice sociale.
- Soutien au Renforcement des Capacités – Plaidoyer et Construction de Coalitions :
  - Le RFLD fournit un soutien complet en matière de renforcement des capacités aux OSC, les autonomisant à plaider pour les droits des femmes et à construire des coalitions efficaces.



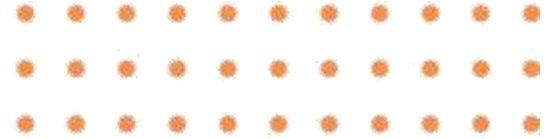
- Nous offrons des formations sur les stratégies de plaidoyer, la construction de coalitions et la mobilisation des ressources pour améliorer l'efficacité des OSC.
- Nous facilitons le réseautage et la collaboration entre les OSC pour amplifier leur voix collective et leur impact.

#### Recherche et Gestion de la Connaissance – Réseautage et Documentation :

- Le RFLD mène des recherches et collecte des données pour informer les efforts de plaidoyer et le développement de politiques.
- Nous documentons les meilleures pratiques et les leçons apprises pour partager des connaissances et promouvoir des interventions efficaces.
- Nous créons des plateformes de réseautage et de partage de connaissances, facilitant la collaboration entre les parties prenantes.
- Réunions, Dialogues, Campagnes et Consultations :
  - Le RFLD organise des réunions, des dialogues et des consultations pour faciliter la communication ouverte et la collaboration entre les parties prenantes.
  - Nous lançons des campagnes publiques pour sensibiliser aux questions d'égalité des sexes et mobiliser un soutien public pour le changement.
  - Ces initiatives créent des espaces de dialogue et favorisent l'action collective pour aborder les inégalités basées sur le genre.
- Subventions pour soutenir les ONG dans des contextes fragiles :
  - Le RFLD fournit des subventions pour soutenir les ONG opérant dans des contextes fragiles, leur permettant de mettre en œuvre des initiatives qui promeuvent les droits et l'autonomisation des femmes.
  - Nous priorisons les initiatives qui répondent aux besoins spécifiques des femmes et des filles dans les zones touchées par les conflits et les crises humanitaires.



- Nous offrons une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités aux bénéficiaires pour garantir la mise en œuvre efficace de leurs projets.
- Nos Techniques et Processus pour Rendre le Changement Opérationnel :
  - Le RFLD utilise des approches participatives qui engagent les membres de la communauté dans la conception et la mise en œuvre des interventions.
  - Nous employons des stratégies basées sur des preuves, informées par des recherches et une analyse des données.
  - Nous priorisons le suivi et l'évaluation pour suivre les progrès et garantir la responsabilité.
  - Nous favorisons une gestion adaptative, nous permettant d'ajuster nos stratégies en fonction des contextes changeants et des besoins émergents.
- Nous Plaiderons pour un Espace Civique Plus Ouvert dans les Pays Africains :
  - Le RFLD reconnaît l'importance cruciale d'un espace civique ouvert pour la promotion des droits des femmes et de l'égalité des sexes.
  - Nous plaidons pour des politiques et des cadres juridiques qui protègent la liberté d'expression, d'association et de rassemblement.
  - Nous soutenons le travail des défenseurs des droits humains et des OSC qui œuvrent pour élargir l'espace civique et promouvoir des valeurs démocratiques.



## **L'Impératif de l'Égalité : La Participation Politique des Femmes, Pilier du Développement en Afrique de l'Ouest**

La démocratie, dans son essence, repose sur la participation inclusive et équitable de tous les citoyens. En Afrique de l'Ouest, une région riche en diversité culturelle et en potentiel de développement, la participation des femmes dans les sphères politiques demeure un impératif non seulement pour la réalisation de l'égalité des genres, mais aussi pour la consolidation de la démocratie et la promotion d'un développement durable et inclusif. Les femmes, représentant plus de la moitié de la population, possèdent des perspectives uniques, des compétences précieuses et une expérience vécue qui sont essentielles pour la prise de décisions éclairées et la formulation de politiques publiques efficaces.

La participation politique des femmes ne se limite pas à leur présence dans les instances décisionnelles. Elle englobe leur capacité à influencer les politiques publiques, à participer aux processus électoraux en tant qu'électrices et candidates, à s'engager dans la société civile et à exercer leurs droits civiques et politiques. Elle englobe également leur représentation dans les sphères exécutives, législatives, judiciaires et locales, y compris les mairies et les conseils municipaux. L'absence de femmes dans ces sphères crée un déséquilibre démocratique, limitant la portée et l'efficacité des politiques publiques et perpétuant les inégalités de genre.

Les femmes, en tant que mères, épouses, travailleuses, entrepreneures et leaders communautaires, sont au cœur des réalités sociales et économiques de l'Afrique de l'Ouest. Leur participation politique permet de traduire leurs expériences et leurs besoins en politiques publiques qui répondent aux défis auxquels sont confrontées les communautés. Elles apportent des perspectives uniques sur des questions telles que la santé, les finances, l'économie, l'éducation, l'agriculture, l'environnement, la sécurité, etc.. contribuant ainsi à l'élaboration de politiques plus inclusives et efficaces.

La participation des femmes dans les sphères politiques est également essentielle pour la promotion de la paix et de la sécurité. Les femmes sont souvent les premières victimes des conflits et des crises, mais elles sont également des actrices clés dans la résolution des conflits et la



consolidation de la paix. Leur participation aux processus de paix et de réconciliation permet de garantir que les besoins des femmes sont pris en compte et que les accords de paix sont durables.

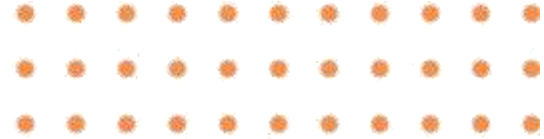
Malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, les femmes continuent de se heurter à des obstacles importants qui limitent leur participation politique en Afrique de l'Ouest. Ces obstacles sont multiples et complexes, et ils varient en fonction du contexte culturel, social, économique et politique de chaque pays. Ils incluent les normes culturelles et traditionnelles qui perpétuent les stéréotypes de genre et limitent les femmes aux rôles domestiques, le manque de ressources financières pour mener des campagnes électorales, la violence à l'égard des femmes en politique, le manque de soutien des partis politiques et le manque de confiance des électeurs envers les femmes candidates.

Les normes culturelles et traditionnelles jouent un rôle important dans la limitation de la participation politique des femmes. Les stéréotypes de genre, qui associent les femmes à la sphère privée et les hommes à la sphère publique, persistent dans de nombreuses sociétés d'Afrique de l'Ouest. Les femmes sont souvent considérées comme moins compétentes ou moins légitimes que les hommes pour exercer des rôles de leadership politique. Les normes sociales qui limitent la mobilité des femmes et leur accès à l'éducation et à l'information contribuent également à leur exclusion de la vie politique.

Le manque de ressources financières constitue un obstacle majeur à la participation politique des femmes. Les campagnes électorales sont coûteuses, et les femmes ont souvent moins accès aux ressources financières que les hommes. Les partis politiques sont souvent réticents à investir dans les femmes candidates, car ils les considèrent comme moins susceptibles de gagner les élections.

La violence à l'égard des femmes en politique est un problème croissant en Afrique de l'Ouest. Les femmes candidates et élues sont souvent victimes de violence physique, psychologique et sexuelle, ainsi que de menaces et d'intimidation. Cette violence vise à les décourager de participer à la vie politique et à les exclure des sphères de décision.

Le manque de soutien des partis politiques constitue également un obstacle important à la participation politique des femmes. Les partis politiques sont souvent dominés par les hommes, et ils ont tendance à privilégier les candidats masculins. Les femmes sont souvent marginalisées



au sein des partis politiques et ont peu de chances d'être sélectionnées comme candidates ou de se voir confier des postes de leadership.

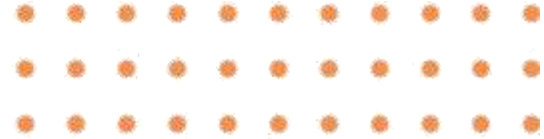
Le manque de confiance des électeurs envers les femmes candidates est un autre obstacle à leur participation politique. Les électeurs sont souvent influencés par les stéréotypes de genre et les préjugés à l'égard des femmes leaders. Ils peuvent considérer les femmes comme moins compétentes ou moins légitimes que les hommes pour exercer des rôles de leadership politique.

Pour surmonter ces obstacles, il est essentiel de mettre en œuvre des stratégies multidimensionnelles qui s'attaquent aux causes profondes de l'inégalité des genres et qui créent un environnement politique favorable à la participation des femmes. Ces stratégies incluent la mise en œuvre effective des quotas de représentativité, la réforme des lois électorales pour garantir l'égalité des chances, la formation et le renforcement des capacités des femmes candidates, la sensibilisation du public à l'importance de la participation des femmes en politique, la lutte contre la violence à l'égard des femmes en politique, le soutien financier et logistique aux femmes candidates, et la promotion de partenariats avec les organisations de la société civile et les médias. Il est également essentiel de renforcer la collaboration régionale et internationale pour partager les meilleures pratiques et mobiliser les ressources nécessaires.

La participation politique des femmes est un impératif pour la démocratie et le développement en Afrique de l'Ouest. Les femmes apportent des perspectives uniques et des compétences précieuses à la prise de décision politique, ce qui contribue à améliorer la qualité des politiques publiques et à renforcer la légitimité des institutions démocratiques. Leur participation active et significative est essentielle pour garantir que les politiques et les programmes répondent aux besoins et aux priorités de toutes les citoyennes et de tous les citoyens. En investissant dans la participation politique des femmes, les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent construire des sociétés plus justes, inclusives et prospères.

### **Objectifs et Méthodologie de la Publication**

Cette publication, intitulée "Pluralité et Pouvoir : Les Femmes dans les Instances Décisionnelles en Afrique de l'Ouest", vise à fournir une analyse approfondie et nuancée de la participation politique des femmes dans la région. Elle s'inscrit dans un contexte où l'égalité des genres et 24



l'autonomisation des femmes sont reconnues comme des piliers essentiels de la démocratie et du développement durable.

### Objectifs Principaux

1. Évaluer la représentation des femmes dans les instances décisionnelles : La publication a pour objectif principal de dresser un état des lieux précis de la présence des femmes dans les sphères exécutives, législatives, judiciaires et locales en Afrique de l'Ouest. Elle examinera les chiffres, les tendances et les variations entre les différents pays de la région.
2. Analyser les obstacles à la participation politique des femmes : Au-delà des chiffres, la publication vise à identifier et à analyser les obstacles structurels, culturels et socio-économiques qui entravent la participation politique des femmes. Elle explorera les normes culturelles, les stéréotypes de genre, les barrières économiques, la violence politique et le rôle des partis politiques.
3. Identifier les stratégies et les solutions pour renforcer la participation des femmes : La publication a pour ambition de mettre en lumière les stratégies et les solutions qui ont fait leurs preuves dans la promotion de la participation politique des femmes. Elle examinera l'efficacité des quotas, les programmes de formation, les campagnes de sensibilisation et les partenariats avec la société civile.
4. Formuler des recommandations pour l'action : Sur la base de l'analyse et des constats, la publication formulera des recommandations concrètes et réalisables à l'intention des gouvernements, des partis politiques, des organisations de la société civile, des partenaires internationaux et des autres acteurs clés.
5. Contribuer au dialogue et à la sensibilisation : La publication vise à susciter un débat éclairé et constructif sur la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest. Elle cherche à sensibiliser le public, à mobiliser les acteurs et à promouvoir un changement positif.

### Méthodologie

La méthodologie de cette publication repose sur une approche multidimensionnelle et rigoureuse, combinant des méthodes qualitatives et quantitatives.



1. Recherche documentaire : Une revue exhaustive de la littérature existante a été menée, incluant des rapports de recherche, des études académiques, des documents de politique publique, des rapports d'organisations internationales et des articles de presse.
2. Collecte de données quantitatives : Des données statistiques sur la représentation des femmes dans les instances décisionnelles ont été recueillies auprès de sources officielles (parlements, gouvernements, institutions judiciaires, organisations internationales) et de bases de données fiables.
3. Entretiens qualitatifs : Des entretiens semi-structurés ont été menés avec des femmes politiques, des experts, des représentants d'organisations de la société civile, des journalistes et d'autres acteurs clés. Ces entretiens ont permis de recueillir des informations de première main sur les expériences, les défis et les stratégies liés à la participation politique des femmes.
4. Études de cas : Des études de cas approfondies ont été réalisées dans certains pays d'Afrique de l'Ouest afin d'illustrer les dynamiques et les enjeux spécifiques liés à la participation politique des femmes.
5. Analyse comparative : Une analyse comparative des données et des études de cas a été menée afin d'identifier les tendances, les variations et les meilleures pratiques en matière de participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest.
6. Ateliers de validation : Des ateliers de validation ont été organisés avec des experts et des acteurs clés afin de recueillir leurs commentaires et leurs suggestions sur les constats et les recommandations de la publication.

### **Considérations Éthiques**

La recherche et la rédaction de cette publication ont été menées dans le respect des principes éthiques de la recherche, notamment la confidentialité, le consentement éclairé et la protection des informations sensibles.

### **Limites de la Méthodologie**



Il est important de noter que la collecte de données sur la participation politique des femmes peut être confrontée à des défis liés à la disponibilité et à la fiabilité des données. De plus, les entretiens qualitatifs peuvent être influencés par les biais et les perspectives des personnes interrogées.

### Structure de la Publication

La publication est structurée en trois parties principales :

- Partie I : Les Femmes dans les Sphères du Pouvoir : Cette partie présente un état des lieux de la représentation des femmes dans les instances exécutives, législatives, judiciaires et locales.
- Partie II : Obstacles et Défis : Cette partie analyse les obstacles structurels, culturels et socio-économiques qui entravent la participation politique des femmes.
- Partie III : Stratégies et Solutions : Cette partie met en lumière les stratégies et les solutions pour renforcer la participation politique des femmes et formule des recommandations pour l'action.

### Public Cible

La publication s'adresse à un large public, incluant :

- Les décideurs politiques et les fonctionnaires
- Les organisations de la société civile et les ONG
- Les partenaires internationaux et les bailleurs de fonds
- Les chercheurs et les universitaires
- Les médias et les journalistes
- Le grand public intéressé par les questions de genre et de développement



# ***SITUATION PAYS***



## **BÉNIN**

Au Bénin, les instances politiques se composent d'un gouvernement constitué de 21 ministres, dont 05 femmes, reflétant un engagement envers la représentation féminine. L'Assemblée Nationale, quant à elle, compte 109 députés, avec 29 femmes, ce qui témoigne d'une certaine avancée en matière d'égalité des sexes. En ce qui concerne les conseillers municipaux, le Bénin a un faible pourcentage de femmes élues locales. Ces chiffres montrent une régression comparativement aux élections précédentes. Les réformes administratives et politiques lors des élections futures pourraient avoir un impact sur ces chiffres, soulignant l'importance de continuer à œuvrer pour une représentation équitable.

## **TOGO**

Le Togo est marqué par une structure politique où le gouvernement comprend 35 ministres, dont 10 femmes, soulignant une volonté d'inclure davantage de femmes dans des rôles de leadership. L'Assemblée Nationale compte 113 députés, avec 17 femmes et sur le plan local, le pays dispose d'un faible taux de femmes élues locales. Cette représentation féminine, bien que significative, souligne la nécessité pour garantir que les femmes aient les opportunités nécessaires pour participer pleinement à la vie politique. Les fluctuations des chiffres peuvent être influencées par des élections et des réformes, rendant crucial le suivi des initiatives visant à renforcer la voix des femmes en politique.

## **GHANA**

Au Ghana, le paysage politique est caractérisé par un gouvernement de 42 ministres, dont 07 femmes, ce qui indique une tentative d'intégration des femmes dans les hautes sphères du pouvoir. Le Parlement ghanéen, composé de 275 députés, inclut 40 femmes, marquant une stagnation notable dans la représentation féminine. Concernant les conseillers municipaux, le pays compte un faible taux d'élues locales qui sont des femmes. Ces chiffres sont peu encourageants, et soulignent la nécessité d'un fort engagement pour améliorer la participation des femmes dans la politique. La volonté politique et les réformes pourraient altérer ces statistiques, rendant pertinent un suivi constant des efforts visant à renforcer la représentation féminine dans les instances politiques au Togo.

## **NIGERIA**

Au Nigeria, le gouvernement est constitué de 45 ministres, dont 07 femmes, reflétant un début d'inclusion des femmes dans des postes de décision importants. La chambre des représentants est constituée de 360 députés, avec seulement 14 femmes, ce qui met en lumière un déséquilibre persistant en matière de représentation féminine. Le Sénat est composé de 109 Sénateurs à raison de 3 Femmes Sénatrices. Sur le plan local, le pays compte un faible taux d'élues locales femmes. Ces chiffres soulignent les défis que rencontrent les femmes pour accéder à des rôles politiques dans un contexte souvent dominé par des hommes. Il est indispensable que le Nigeria prenne des décisions passant par des réformes afin de changer la donne et redonner un nouvel envol à la



dynamique Genre et inclusion et de l'espoir aux femmes et aux filles désireuses de servir le pays par l'engagement politique.

## **CÔTE D'IVOIRE**

La Côte d'Ivoire présente un paysage politique avec un gouvernement de 33 ministres, dont 7 femmes, ce qui montre une volonté d'inclure les femmes dans les décisions politiques. L'Assemblée Nationale compte 254 députés, avec 34 femmes. Pour les sénateurs, nous avons 24 Femmes sénatrices sur 99. En ce qui concerne les conseillers, le pays a un total faible taux de conseillers. Ces chiffres démontrent du début d'une volonté politique mais tout de même faibles. Il est impératif que la Côte-d'Ivoire renforce son engagement de promouvoir la gente féminine en le manifestant par des reformes politiques à travers l'inclusion manifeste des femmes dans l'arène politique de la base jusqu'au sommet de l'Etat.

## **SÉNÉGAL**

Au Sénégal, le gouvernement est constitué de 25 ministres, dont 4 femmes, ce qui démontre une volonté d'inclure des femmes dans les hautes sphères politiques. L'Assemblée Nationale compte 165 députés, avec 68 femmes, illustrant une avancée remarquable en matière de représentation féminine. Concernant les conseillers municipaux, le pays a fait un progrès en ce qui concerne l'élection des femmes élues locales, ce qui témoigne d'un engagement significatif envers l'égalité des sexes. Ces chiffres reflètent les efforts déployés pour promouvoir la participation active des femmes dans les instances décisionnelles.

## **GAMBIE**

En Gambie, le gouvernement est constitué de 22 ministres, dont 3 femmes, ce qui montre une tentative d'impliquer les femmes dans la prise de décision. L'Assemblée Nationale est composé de 58 députés, dont 5 femmes, un chiffre qui souligne les défis persistants en matière de représentation féminine. Concernant les conseillers municipaux, le pays compte moins de femmes élues locales. Bien que cela représente un progrès, il reste encore beaucoup d'effort à fournir pour garantir une participation égale des femmes dans la politique gambienne.

## **SIERRA LEONE**

La Sierra Leone présente un gouvernement de 28 ministres, dont 09 femmes, illustrant une volonté manifeste d'inclure les femmes dans des hautes instances décisionnelles. L'Assemblée Nationale compte 149 députés, avec 44 femmes, ce qui marque une avancée très encourageante dans la représentation féminine. Concernant les conseillers municipaux, le pays dispose de peu de femmes élues locales, reflétant un effort pour améliorer la participation des femmes dans les instances politiques. Ces chiffres, bien qu'encourageants, soulignent la nécessité d'un engagement continu pour renforcer la voix des femmes.



## **LIBERIA**

Au Libéria, le gouvernement est composé de 14 ministres, dont 7 femmes. Ce chiffre témoigne d'un engagement significatif envers la représentation féminine au sein des instances décisionnelles, soulignant l'importance de l'inclusion des femmes dans le processus politique.

La chambre des représentants est composée 73 députés à raison de 8 femmes. Le sénat du Libéria a 3 femmes sur 30 femmes. Ce chiffre indique un besoin urgent d'améliorer la présence des femmes au sein de la législature, afin de favoriser une meilleure représentation des intérêts et des préoccupations des femmes dans le pays.

## **GUINEE**

En Guinée, le gouvernement est composé de 27 ministres, dont 06 femmes. Ce chiffre indique qu'il reste des efforts à fournir pour atteindre une pleine équité de genre.

L'Assemblée Nationale de la Guinée compte 81 députés, parmi lesquels 24 sont des femmes. Ce chiffre montre une avancée significative, mais souligne également le besoin de renforcer encore la présence des femmes au sein de la législature.

Ces statistiques soulignent l'importance de continuer à encourager la participation des femmes dans les conseils municipaux et les gouvernements locaux. L'engagement continu en faveur de l'égalité des sexes est crucial pour assurer un développement équitable et durable dans le pays.

## **GUINEE-BISSAU**

Le mandat du Président Umaro Sissoco Embaló est terminé depuis le 27 Février 2025. Nous ne pouvons pas afficher les statistiques sur l'assemblée nationale, les électeurs locaux, et les membres du gouvernement.

## **CAP-VERT**

Au Cap-Vert, le gouvernement est composé de femmes que d'hommes. Ce chiffre montre une volonté manifeste dans la représentation féminine dans les hautes instances politiques et témoigne des efforts du pays pour promouvoir l'égalité des sexes au sein du gouvernement.

L'Assemblée Nationale du Cap-Vert compte 72 députés, parmi lesquels 32 sont des femmes. Ce chiffre indique une avancée notable par rapport aux normes régionales, illustrant une volonté de garantir une représentation équilibrée des intérêts des hommes et des femmes au sein de la législature.

En ce qui concerne les élus locaux, le Cap-Vert moins de femmes élues locales. Ces chiffres indiquent une forte demande pour la participation significative des femmes dans les instances locales, ce qui est essentiel pour assurer que les voix des femmes soient entendues dans les décisions qui affectent leurs communautés.



Pour garantir un avenir politique inclusif, il est impératif de maintenir des efforts soutenus pour renforcer la présence des femmes dans toutes les instances de décision, tant au niveau national qu'au niveau local. L'engagement continu pour les droits des femmes est essentiel pour favoriser un développement équitable et durable dans le pays.

### **La particularité des pays de l'AES**

#### **BURKINA FASO**

Au Burkina Faso, le gouvernement est constitué de 24 ministres, dont 03 femmes, ce qui indique une urgence d'inclusion des femmes dans des postes politiques.

L'Assemblée Nationale est constituée de 71 députés, avec 13 femmes, montrant un progrès modeste en matière de représentation féminine.

Actuellement la transition en place a sursoit à la gouvernance locale donc il n'y a ni de maire ni de conseillers locaux. Les élections futures et les réformes administratives et politiques pourraient impacter ces chiffres et le retour à la gouvernance locale, rendant essentiel de continuer à soutenir les initiatives visant à garantir une représentation équitable des femmes dans la politique.

#### **MALI**

Au Mali, le paysage politique se compose d'un gouvernement constitué de 28 ministres, dont 5 femmes. Bien que ce chiffre montre un certain engagement envers la représentation féminine, il reste en deçà de l'égalité des sexes souhaitée dans les instances décisionnelles.

L'Assemblée Nationale du Mali compte 121 députés, parmi lesquels 32 sont des femmes. Ce taux indique un besoin d'effort remarquable dans la promotion des droits politiques des femmes, mais souligne également la nécessité de poursuivre les efforts pour renforcer leur présence dans la politique nationale.

Avec la transition en cours la gouvernance locale est suspendu. Donc il n'y a ni de maire ni de conseillers locaux. Les réformes administratives en cours et les élections à venir pourraient avoir un impact significatif sur ces chiffres. Il est crucial de promouvoir des initiatives qui encouragent la participation des femmes dans la politique à tous les niveaux, afin de garantir une représentation équitable et de favoriser l'égalité des sexes dans le pays.

#### **NIGER**

Au Niger, le gouvernement est constitué de 22 ministres, parmi lesquels 5 sont des femmes. Bien que ce chiffre reflète un besoin d'engagement vers la représentation féminine, il souligne également la nécessité d'accroître la présence des femmes aux niveaux décisionnels.

L'Assemblée nationale a été dissoute en juillet 2023 et la mise en place d'un parlement de transition a été annoncée. Alors que le pays traverse une transition, la gouvernance locale est suspendue ce qui fait que le pays n'a plus de conseillers locaux.



## Partie I : Les Femmes dans les Sphères du Pouvoir



## Chapitre 1 : Les Femmes dans les Exécutifs Nationaux

La participation des femmes aux exécutifs nationaux, c'est-à-dire les gouvernements, est un indicateur essentiel de leur influence politique et de leur capacité à façonner les politiques publiques. En Afrique de l'Ouest, cette représentation varie considérablement, reflétant la diversité des contextes socio-politiques de la région. L'analyse de cette représentation est cruciale pour comprendre les dynamiques de pouvoir et les progrès réalisés en matière d'égalité des genres.

Malgré les avancées observées au cours des dernières décennies, les femmes demeurent largement sous-représentées dans les gouvernements d'Afrique de l'Ouest. Les chiffres révèlent une progression lente, avec des fluctuations dépendant des contextes politiques et des volontés gouvernementales. Cette sous-représentation soulève des questions fondamentales sur la légitimité et la représentativité des institutions démocratiques.

Plusieurs facteurs influencent la représentation des femmes dans les gouvernements. Les quotas et les lois sur la parité, adoptés par certains pays, visent à garantir une représentation minimale des femmes. Cependant, leur efficacité dépend de leur mise en œuvre et de leur application. L'engagement des chefs d'État et des partis politiques est également déterminant. Lorsque les dirigeants politiques soutiennent activement la participation des femmes, les progrès sont plus significatifs.

Les normes culturelles et sociales jouent un rôle important dans la limitation de l'accès des femmes aux postes de pouvoir. Dans certaines sociétés, les femmes sont perçues comme moins compétentes ou moins légitimes que les hommes pour exercer des fonctions gouvernementales. Le soutien des organisations féministes et des mouvements de femmes est crucial pour plaider en faveur d'une meilleure représentation des femmes et soutenir les femmes politiques.

Une analyse comparative des différents pays d'Afrique de l'Ouest révèle des disparités importantes. Certains pays affichent des taux de représentation féminine relativement élevés, tandis que d'autres peinent à atteindre des niveaux significatifs. Ces différences peuvent être



attribuées aux facteurs mentionnés précédemment, ainsi qu'à des contextes politiques et historiques spécifiques.

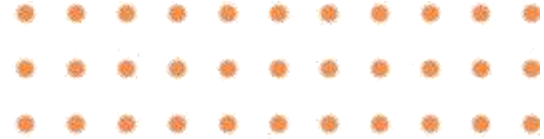
La présence des femmes dans les gouvernements ne garantit pas automatiquement leur influence sur les politiques publiques. Il est essentiel d'examiner les rôles et les portefeuilles qui leur sont attribués, ainsi que leur capacité à influencer les décisions. Les femmes sont souvent cantonnées à des portefeuilles considérés comme "féminins", tels que les affaires sociales, la famille, l'éducation ou la santé. Il est crucial qu'elles accèdent également à des portefeuilles stratégiques, tels que les finances, la défense, l'économie ou la justice, afin d'exercer une influence réelle sur les décisions politiques.

Les femmes ministres peuvent apporter des perspectives uniques et des priorités différentes, en mettant l'accent sur les questions de genre, l'égalité et le bien-être social. Leur présence peut contribuer à l'élaboration de politiques plus inclusives et équitables, qui tiennent compte des besoins de toutes les citoyennes et de tous les citoyens. Il est important de souligner que les femmes ministres doivent avoir les moyens et le soutien nécessaires pour exercer leur influence et faire entendre leur voix.

La participation des femmes aux exécutifs nationaux en Afrique de l'Ouest est confrontée à de nombreux défis. Le manque de soutien politique, les stéréotypes et les préjugés, les difficultés de conciliation entre vie professionnelle et vie privée, et la violence politique sont autant d'obstacles à surmonter. Cependant, cette participation offre également des opportunités considérables.

Le renforcement de la démocratie, l'amélioration des politiques publiques, la promotion de l'égalité des genres et l'inspiration pour les générations futures sont autant de bénéfices potentiels de la participation des femmes aux gouvernements. Les femmes ministres servent de modèles pour les jeunes filles et les femmes, les encourageant à s'engager en politique.

Pour renforcer la participation des femmes aux exécutifs nationaux en Afrique de l'Ouest, il est recommandé de mettre en œuvre et d'appliquer efficacement les quotas et les lois sur la parité, de soutenir activement les femmes politiques et de leur offrir des opportunités de leadership, de lutter contre les stéréotypes de genre et les préjugés, de promouvoir un environnement politique sûr et favorable aux femmes, de renforcer les capacités des femmes ministres et de leur offrir un



soutien technique, et d'encourager les organisations de la société civile à continuer leur travail de plaidoyer.

En conclusion, la participation des femmes aux exécutifs nationaux est essentielle pour la construction de démocraties inclusives et équitables en Afrique de l'Ouest. Bien que des défis persistent, les opportunités sont considérables, et il est impératif de mettre en œuvre des stratégies efficaces pour renforcer la représentation et l'influence des femmes dans les sphères du pouvoir.

## Chapitre 2 : Les Femmes dans les Législatures

La participation des femmes aux législatures nationales, c'est-à-dire les parlements, est un élément crucial de la démocratie et de la représentation politique. Les parlements sont les organes où les lois sont élaborées et adoptées, et où les politiques publiques sont débattues et approuvées. La présence des femmes dans ces instances est donc essentielle pour garantir que les lois et les politiques reflètent les besoins et les intérêts de toutes les citoyennes et de tous les citoyens.

La représentation féminine dans les parlements nationaux en Afrique de l'Ouest varie considérablement d'un pays à l'autre. Bien que des progrès aient été réalisés au cours des dernières décennies, les femmes restent largement sous-représentées dans les parlements de la région. Les chiffres montrent une lente progression, avec des fluctuations dépendant des contextes politiques et des volontés gouvernementales.

Plusieurs facteurs influencent la représentation des femmes dans les parlements. Les quotas et les lois sur la parité, adoptés par certains pays, visent à garantir une représentation minimale des femmes. Cependant, leur efficacité dépend de leur mise en œuvre et de leur application. L'engagement des partis politiques est également déterminant. Lorsque les partis soutiennent activement la participation des femmes, les progrès sont plus significatifs.

Les normes culturelles et sociales jouent un rôle important dans la limitation de l'accès des femmes aux postes parlementaires. Dans certaines sociétés, les femmes sont perçues comme



moins compétentes ou moins légitimes que les hommes pour exercer des fonctions législatives. Le soutien des organisations féministes et des mouvements de femmes est crucial pour plaider en faveur d'une meilleure représentation des femmes et soutenir les femmes politiques.

Une analyse comparative des différents pays d'Afrique de l'Ouest révèle des disparités importantes. Certains pays affichent des taux de représentation féminine relativement élevés, tandis que d'autres peinent à atteindre des niveaux significatifs. Ces différences peuvent être attribuées aux facteurs mentionnés précédemment, ainsi qu'à des contextes politiques et historiques spécifiques.

L'impact des femmes parlementaires sur les politiques publiques est un sujet de débat. Certaines études montrent que les femmes parlementaires ont tendance à défendre des politiques plus favorables aux femmes et aux familles, telles que les politiques de lutte contre la violence à l'égard des femmes, les politiques de promotion de l'égalité des genres et les politiques de protection sociale.

Cependant, l'impact des femmes parlementaires dépend également de leur capacité à former des alliances et à influencer les décisions au sein des parlements. Dans certains cas, les femmes parlementaires peuvent être marginalisées ou exclues des processus décisionnels. Il est donc essentiel de renforcer leur capacité à exercer leur influence et à faire entendre leur voix.

Les quotas et les lois sur la parité sont des outils importants pour augmenter la représentation des femmes dans les parlements. Cependant, leur efficacité dépend de leur conception et de leur mise en œuvre. Les quotas doivent être suffisamment élevés pour avoir un impact significatif, et les lois sur la parité doivent être appliquées de manière rigoureuse.

De plus, les quotas et les lois sur la parité ne sont pas suffisants à eux seuls. Il est également nécessaire de mettre en œuvre des mesures complémentaires, telles que des programmes de formation pour les femmes candidates, des campagnes de sensibilisation pour lutter contre les stéréotypes de genre, et des mécanismes de soutien pour les femmes parlementaires.

La participation des femmes aux législatures nationales en Afrique de l'Ouest est confrontée à de nombreux défis. Le manque de soutien politique, les stéréotypes et les préjugés, les difficultés de



conciliation entre vie professionnelle et vie privée, et la violence politique sont autant d'obstacles à surmonter. Cependant, cette participation offre également des opportunités considérables.

Le renforcement de la démocratie, l'amélioration des politiques publiques, la promotion de l'égalité des genres et l'inspiration pour les générations futures sont autant de bénéfices potentiels de la participation des femmes aux parlements. Les femmes parlementaires servent de modèles pour les jeunes filles et les femmes, les encourageant à s'engager en politique.

Pour renforcer la participation des femmes aux législatures nationales en Afrique de l'Ouest, il est recommandé de mettre en œuvre et d'appliquer efficacement les quotas et les lois sur la parité, de soutenir activement les femmes candidates et les femmes parlementaires, de lutter contre les stéréotypes de genre et les préjugés, de promouvoir un environnement politique sûr et favorable aux femmes, et de renforcer les capacités des femmes parlementaires.

En conclusion, la participation des femmes aux législatures nationales est essentielle pour la construction de démocraties inclusives et équitables en Afrique de l'Ouest. Bien que des défis persistent, les opportunités sont considérables, et il est impératif de mettre en œuvre des stratégies efficaces pour renforcer la représentation et l'influence des femmes dans les parlements.

### **Chapitre 3 : Les Femmes dans le Système Judiciaire**

La présence et l'influence des femmes au sein du système judiciaire représentent un pilier fondamental pour l'édification de sociétés justes et équitables en Afrique de l'Ouest. Leur participation active, que ce soit en tant que juges, avocates, procureures ou autres professionnelles du droit, transcende la simple question de représentation. Elle incarne une exigence de diversité, d'intégrité et de sensibilité dans l'administration de la justice. L'analyse de cette présence, de son impact et des obstacles qui la freinent, révèle un paysage complexe, marqué par des avancées notables mais aussi par des défis persistants.



La représentation des femmes dans les tribunaux et les instances judiciaires d'Afrique de l'Ouest se caractérise par une hétérogénéité frappante. Si certains pays ont entrepris des efforts louables pour accroître le nombre de femmes dans les professions juridiques, d'autres accusent un retard considérable, en particulier aux échelons supérieurs de la hiérarchie judiciaire. Cette disparité reflète les inégalités de genre qui persistent dans la société, mais aussi les obstacles spécifiques auxquels les femmes se heurtent dans le domaine juridique.

Le rôle des femmes juges et avocates dans la promotion de l'égalité ne saurait être sous-estimé. Leur présence et leur perspective unique peuvent influencer de manière significative les décisions judiciaires et les politiques juridiques. Elles apportent une sensibilité accrue aux réalités et aux besoins spécifiques des femmes, souvent marginalisées ou invisibilisées dans les systèmes judiciaires traditionnellement dominés par les hommes. Les femmes professionnelles du droit sont particulièrement bien placées pour comprendre et traiter les questions liées à la violence basée sur le genre, à la discrimination et à l'accès à la justice pour les femmes. Leur contribution est donc essentielle pour garantir que le système judiciaire soit non seulement impartial, mais aussi sensible aux questions de genre et protecteur des droits des femmes.

Cependant, les femmes juges et avocates d'Afrique de l'Ouest sont confrontées à une multitude de défis qui entravent leur pleine participation et leur influence. Elles sont souvent victimes de discrimination et de harcèlement, tant au sein de la profession qu'à l'extérieur. Elles peinent à concilier leurs responsabilités professionnelles exigeantes avec leurs obligations familiales, en raison du manque de soutien et des normes sociales qui leur attribuent encore principalement le rôle de pourvoyeuses de soins. De plus, elles sont souvent exclues des réseaux professionnels et des postes de leadership, ce qui limite leur capacité à influencer les décisions et à promouvoir l'égalité.

L'accès des femmes à la justice est un autre aspect crucial de leur participation au système judiciaire. Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, les femmes sont confrontées à des obstacles considérables pour faire valoir leurs droits. Le manque d'information sur leurs droits, les coûts prohibitifs des procédures judiciaires, les normes culturelles qui les dissuadent de porter



plainte et la violence basée sur le genre qui les empêche de chercher de l'aide sont autant de facteurs qui les éloignent de la justice.

Pour surmonter ces obstacles et améliorer l'accès des femmes à la justice, il est impératif de mettre en œuvre des mesures globales et coordonnées. Il est essentiel de mener des campagnes de sensibilisation pour informer les femmes de leurs droits et des mécanismes de recours disponibles. Il est également crucial de fournir une assistance juridique gratuite ou abordable aux femmes qui n'ont pas les moyens de se payer un avocat. La formation des professionnels du droit sur les questions de genre est indispensable pour garantir que les décisions judiciaires soient éclairées et sensibles aux réalités des femmes. Enfin, la création de mécanismes de plainte sécurisés et confidentiels est essentielle pour encourager les femmes à dénoncer les violations de leurs droits.

En conclusion, la présence et l'influence des femmes dans le système judiciaire d'Afrique de l'Ouest sont essentielles pour garantir la justice pour tous. Bien que des défis persistent, il est crucial de soutenir et d'encourager la participation des femmes dans le domaine juridique, et de mettre en œuvre des mesures pour améliorer l'accès des femmes à la justice. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons construire des sociétés véritablement justes et équitables, où les droits de toutes les citoyennes et de tous les citoyens sont protégés et respectés.

## **Chapitre 4 : Les Femmes dans les Collectivités Locales**

La participation des femmes aux collectivités locales, en tant que maires et conseillères, est un levier essentiel pour le développement local et la démocratie participative en Afrique de l'Ouest. Ces instances, au plus près des citoyens, sont cruciales pour répondre aux besoins spécifiques des communautés et pour promouvoir l'égalité des genres à la base. L'analyse de la participation des femmes aux élections locales, de leur impact sur le développement local et des défis spécifiques qu'elles rencontrent est donc primordiale pour comprendre les dynamiques de pouvoir et les progrès réalisés en matière d'égalité des genres.



La participation des femmes aux élections locales en Afrique de l'Ouest varie considérablement d'un pays à l'autre. Dans certains pays, des efforts notables ont été déployés pour augmenter le nombre de femmes élues, tandis que dans d'autres, les femmes restent largement sous-représentées. Cette disparité reflète les inégalités de genre qui persistent dans la société et les obstacles spécifiques auxquels les femmes sont confrontées dans la politique locale.

Plusieurs facteurs influencent la participation des femmes aux élections locales. Les quotas et les lois sur la parité, adoptés par certains pays, visent à garantir une représentation minimale des femmes. Cependant, leur efficacité dépend de leur mise en œuvre et de leur application. L'engagement des partis politiques est également déterminant. Lorsque les partis soutiennent activement la candidature des femmes, les progrès sont plus significatifs.

Les normes culturelles et sociales jouent un rôle important dans la limitation de l'accès des femmes aux postes électifs locaux. Dans certaines sociétés, les femmes sont perçues comme moins compétentes ou moins légitimes que les hommes pour exercer des fonctions politiques locales. Le soutien des organisations féministes et des mouvements de femmes est crucial pour plaider en faveur d'une meilleure représentation des femmes et soutenir les femmes candidates.

L'impact des femmes élues sur le développement local est significatif. Les femmes apportent des perspectives uniques et des priorités différentes, en mettant l'accent sur les questions de genre, l'égalité et le bien-être social. Leur présence peut contribuer à l'élaboration de politiques locales plus inclusives et équitables, qui tiennent compte des besoins de toutes les citoyennes et de tous les citoyens.

Cependant, les femmes élues sont confrontées à de nombreux défis spécifiques à la politique locale. Elles peuvent être victimes de discrimination et de harcèlement, et elles ont souvent du mal à concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales. De plus, elles peuvent être exclues des réseaux politiques locaux et des postes de leadership, ce qui limite leur influence et leur capacité à promouvoir le changement.

Pour renforcer la participation des femmes aux collectivités locales, il est essentiel de mettre en œuvre des mesures telles que la sensibilisation aux droits des femmes, la formation des femmes



candidates, le soutien financier et logistique aux femmes élues, et la promotion d'un environnement politique local sûr et favorable aux femmes.

La participation des femmes aux collectivités locales en Afrique de l'Ouest est un enjeu crucial pour le développement local et la démocratie participative. Les femmes apportent des perspectives uniques et des compétences précieuses à la prise de décision locale, ce qui contribue à améliorer la qualité des politiques publiques et à renforcer la légitimité des institutions démocratiques. Leur participation active et significative est essentielle pour garantir que les politiques et les programmes répondent aux besoins et aux priorités de toutes les citoyennes et de tous les citoyens.

Les défis auxquels sont confrontées les femmes dans la politique locale sont multiples et complexes. Ils incluent les normes culturelles et traditionnelles qui perpétuent les stéréotypes de genre et limitent les femmes aux rôles domestiques, le manque de ressources financières pour mener des campagnes électorales, la violence à l'égard des femmes en politique, le manque de soutien des partis politiques et le manque de confiance des électeurs envers les femmes candidates.

Pour surmonter ces défis, il est essentiel de mettre en œuvre des stratégies multidimensionnelles qui s'attaquent aux causes profondes de l'inégalité des genres et qui créent un environnement politique favorable à la participation des femmes. Ces stratégies incluent la mise en œuvre effective des quotas de représentativité, la réforme des lois électorales pour garantir l'égalité des chances, la formation et le renforcement des capacités des femmes candidates, la sensibilisation du public à l'importance de la participation des femmes en politique, la lutte contre la violence à l'égard des femmes en politique, le soutien financier et logistique aux femmes candidates, et la promotion de partenariats avec les organisations de la société civile et les médias.

Il est également essentiel de renforcer la collaboration régionale et internationale pour partager les meilleures pratiques et mobiliser les ressources nécessaires. La participation politique des femmes est un impératif pour la démocratie et le développement en Afrique de l'Ouest. En investissant dans la participation politique des femmes, les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent construire des sociétés plus justes, inclusives et prospères.



La présence des femmes dans les collectivités locales, en tant que maires et conseillères, est un indicateur clé de leur participation politique et de leur influence dans la prise de décision. En Afrique de l'Ouest, cette représentation varie considérablement d'un pays à l'autre, reflétant des réalités socio-politiques diverses.

Bien que des progrès aient été accomplis au cours des dernières décennies, les femmes restent largement sous-représentées dans les collectivités locales d'Afrique de l'Ouest. Les chiffres montrent une lente progression, avec des fluctuations dépendant des contextes politiques et des volontés gouvernementales.

L'impact des femmes élues sur le développement local est significatif. Les femmes apportent des perspectives uniques et des priorités différentes, en mettant l'accent sur les questions de genre, l'égalité et le bien-être social. Leur présence peut contribuer à l'élaboration de politiques locales plus inclusives et équitables, qui tiennent compte des besoins de toutes les citoyennes et de tous les citoyens.

Pour renforcer la participation des femmes aux collectivités locales, il est essentiel de mettre en œuvre des mesures telles que la sensibilisation aux droits des femmes, la formation des femmes candidates, le soutien financier et logistique aux femmes élues, et la promotion d'un environnement politique local sûr et favorable aux femmes.

La participation des femmes aux collectivités locales en Afrique de l'Ouest est un enjeu crucial pour le développement local et la démocratie participative. Les femmes apportent des perspectives uniques et des compétences précieuses à la prise de décision locale, ce qui contribue à améliorer la qualité des politiques publiques et à renforcer la légitimité des institutions démocratiques. Leur participation active et significative est essentielle pour garantir que les politiques et les programmes répondent aux besoins et aux priorités de toutes les citoyennes et de tous les citoyens.



## **Partie II : Obstacles et Défis**





## Chapitre 5 : Les Normes Culturelles et les Stéréotypes de Genre

Les normes culturelles et les stéréotypes de genre constituent des obstacles majeurs à la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest. Ces facteurs, profondément enracinés dans les traditions et les perceptions sociales, façonnent les rôles et les attentes des femmes, limitant leur accès aux sphères de pouvoir et leur capacité à exercer une influence politique significative.

### Influence des Traditions et des Coutumes

Les traditions et les coutumes jouent un rôle prépondérant dans la définition des rôles de genre en Afrique de l'Ouest. Dans de nombreuses sociétés, les femmes sont principalement associées à la sphère privée, reléguées aux tâches domestiques et aux responsabilités familiales. Cette division traditionnelle des rôles limite leur mobilité, leur accès à l'éducation et leur participation à la vie publique.

Les traditions patriarcales, qui attribuent l'autorité et le pouvoir aux hommes, perpétuent les inégalités de genre. Les femmes sont souvent exclues des processus décisionnels communautaires et politiques, et leur voix est rarement entendue. Les coutumes relatives à l'héritage et à la propriété peuvent également désavantager les femmes, limitant leur indépendance économique et leur capacité à s'engager en politique.

Dans certaines sociétés, les traditions religieuses peuvent également renforcer les normes de genre restrictives. Les interprétations conservatrices des textes religieux peuvent limiter les droits des femmes et justifier leur exclusion de la vie publique.

### Stéréotypes de Genre et Perceptions Sociales

Les stéréotypes de genre, qui attribuent des caractéristiques et des rôles spécifiques aux femmes et aux hommes, sont omniprésents en Afrique de l'Ouest. Les femmes sont souvent perçues comme passives, émotionnelles et dépendantes, tandis que les hommes sont considérés comme actifs, rationnels et indépendants.



Ces stéréotypes influencent les perceptions sociales de la compétence et du leadership des femmes. Les femmes politiques sont souvent confrontées à des préjugés et à des stéréotypes négatifs, qui remettent en question leur capacité à exercer des fonctions de leadership. Elles sont souvent jugées sur leur apparence ou leur vie personnelle plutôt que sur leurs compétences et leurs réalisations.

Les stéréotypes de genre sont également véhiculés par les médias, qui présentent souvent les femmes dans des rôles stéréotypés et qui minimisent leur contribution à la vie politique. Les femmes politiques sont souvent victimes de commentaires sexistes et de représentations dégradantes, qui visent à les discréditer et à les décourager de participer à la vie publique.

#### Impact sur la Participation Politique des Femmes

Les normes culturelles et les stéréotypes de genre ont un impact significatif sur la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest. Ils limitent leur accès aux postes de pouvoir, leur capacité à exercer une influence politique et leur expérience en politique.

Les femmes sont souvent confrontées à des obstacles pour se faire élire ou nommer à des postes politiques. Elles peuvent être exclues des réseaux politiques dominés par les hommes, et elles ont souvent du mal à obtenir le soutien financier et logistique nécessaire pour mener des campagnes électorales efficaces.

Une fois élues, les femmes politiques peuvent être marginalisées ou exclues des processus décisionnels. Elles peuvent être confrontées à des préjugés et à des stéréotypes négatifs de la part de leurs collègues masculins, et elles peuvent avoir du mal à faire entendre leur voix.

Les normes culturelles et les stéréotypes de genre peuvent également avoir un impact sur l'expérience des femmes en politique. Elles peuvent être victimes de harcèlement et de violence politique, ce qui peut les décourager de poursuivre leur carrière politique.

Pour surmonter ces obstacles, il est essentiel de mettre en œuvre des stratégies multidimensionnelles qui s'attaquent aux causes profondes de l'inégalité des genres. Ces stratégies incluent la sensibilisation du public aux stéréotypes de genre, l'éducation des jeunes



filles et des garçons à l'égalité des genres, la promotion de modèles de leadership féminin, et la réforme des lois et des politiques qui perpétuent les inégalités de genre.

Les organisations de la société civile et les mouvements de femmes jouent un rôle crucial dans la lutte contre les normes culturelles et les stéréotypes de genre. Ils mènent des campagnes de sensibilisation, ils fournissent un soutien aux femmes politiques, et ils plaident en faveur de politiques publiques favorables à l'égalité des genres.

La participation politique des femmes est essentielle pour la construction de démocraties inclusives et équitables en Afrique de l'Ouest. En investissant dans l'autonomisation politique des femmes, les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent construire des sociétés plus justes, prospères et durables.

## **Chapitre 6 : Les Barrières Économiques et Éducatives**

Les barrières économiques et éducatives constituent des obstacles majeurs à la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest. Ces facteurs, interdépendants et profondément enracinés dans les inégalités structurelles, limitent l'accès des femmes aux ressources nécessaires pour s'engager en politique et exercer une influence significative.

### **Accès Limité aux Ressources Financières et aux Opportunités Économiques**

L'accès limité aux ressources financières et aux opportunités économiques est un obstacle majeur à la participation politique des femmes. Les campagnes électorales, en particulier, nécessitent des investissements financiers importants, que les femmes ont souvent du mal à mobiliser. Les inégalités dans l'accès à la propriété, au crédit et aux opportunités d'emploi limitent leur indépendance économique et leur capacité à s'engager en politique.

Les femmes sont souvent cantonnées à des emplois précaires et mal rémunérés, ce qui limite leur capacité à épargner et à investir dans leur carrière politique. Elles sont également confrontées à des discriminations dans l'accès aux prêts et aux financements, ce qui les empêche de développer des entreprises et de générer des revenus suffisants pour financer leurs campagnes.



Le manque d'accès aux réseaux économiques et aux opportunités de développement des compétences limite également la capacité des femmes à s'engager en politique. Les réseaux professionnels et les associations économiques sont souvent dominés par les hommes, ce qui exclut les femmes des opportunités de mentorat, de formation et de partenariat.

#### Inégalités dans l'Accès à l'Éducation

Les inégalités dans l'accès à l'éducation constituent un autre obstacle majeur à la participation politique des femmes. Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, les filles sont confrontées à des obstacles pour accéder à l'éducation, tels que les coûts élevés de la scolarité, les mariages précoces, les grossesses adolescentes et les normes culturelles qui privilégient l'éducation des garçons.

Le manque d'éducation limite la capacité des femmes à développer les compétences nécessaires pour s'engager en politique, telles que la communication, la négociation et le leadership. Il limite également leur accès à l'information et leur capacité à comprendre les enjeux politiques et à participer aux débats publics.

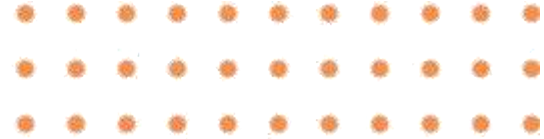
Les femmes ayant un faible niveau d'éducation sont souvent exclues des réseaux politiques et des organisations de la société civile, ce qui limite leur capacité à mobiliser un soutien et à influencer les décisions politiques.

#### Impact sur la Capacité des Femmes à Mener des Campagnes Politiques

Les barrières économiques et éducatives ont un impact significatif sur la capacité des femmes à mener des campagnes politiques efficaces. Le manque de ressources financières limite leur capacité à financer des campagnes, à embaucher du personnel et à mener des activités de communication.

Le manque d'éducation limite leur capacité à développer des messages politiques efficaces, à communiquer avec les électeurs et à mobiliser un soutien. Il limite également leur capacité à comprendre les enjeux politiques et à participer aux débats publics.

Les femmes issues de milieux économiques et éducatifs défavorisés sont souvent confrontées à des obstacles supplémentaires pour mener des campagnes politiques. Elles peuvent être



de discrimination et de harcèlement, et elles ont souvent du mal à concilier leurs responsabilités familiales avec les exigences de la politique.

Pour surmonter ces obstacles, il est essentiel de mettre en œuvre des stratégies multidimensionnelles qui s'attaquent aux causes profondes des inégalités économiques et éducatives. Ces stratégies incluent la promotion de l'éducation des filles, la lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi et au crédit, la fourniture d'un soutien financier et logistique aux femmes candidates, et la création de réseaux de mentorat et de formation pour les femmes politiques.

Les organisations de la société civile et les mouvements de femmes jouent un rôle crucial dans la lutte contre les barrières économiques et éducatives. Ils mènent des campagnes de sensibilisation, ils fournissent un soutien aux femmes candidates, et ils plaident en faveur de politiques publiques favorables à l'égalité des genres.

La participation politique des femmes est essentielle pour la construction de démocraties inclusives et équitables en Afrique de l'Ouest. En investissant dans l'autonomisation économique et éducative des femmes, les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent construire des sociétés plus justes, prospères et durables.

## **Chapitre 7 : La Violence et l'Intimidation Politiques**

La violence et l'intimidation politiques constituent un fléau qui entrave considérablement la participation des femmes à la vie politique en Afrique de l'Ouest. Ces phénomènes, qui se manifestent sous une multitude de formes, visent à décourager les femmes de s'engager en politique, à limiter leur influence et à les exclure des sphères de pouvoir. L'analyse approfondie de ces formes de violence, de leur impact dévastateur et des mesures de protection et de prévention nécessaires est essentielle pour instaurer un environnement politique sûr, inclusif et équitable pour les femmes.

La violence à l'égard des femmes en politique se déploie à travers un éventail de manifestations, allant de la violence physique brutale à la violence psychologique insidieuse et à la violence 49



sexuelle abjecte. La violence physique englobe les agressions physiques directes, les coups, les blessures et même les meurtres, ciblant les femmes politiques lors de manifestations, de rassemblements politiques ou même à leur domicile. La violence psychologique, quant à elle, se caractérise par des menaces, des intimidations, du harcèlement, de la diffamation et la propagation de fausses informations, visant à discréditer et à humilier les femmes politiques. La violence sexuelle, qui comprend le harcèlement sexuel, les agressions sexuelles et les viols, est souvent utilisée comme une arme pour intimider et contrôler les femmes politiques, en raison de leur genre.

Au-delà de ces formes de violence traditionnelles, la violence économique et la cyberviolence émergent comme des menaces croissantes. La violence économique se traduit par le sabotage des activités économiques des femmes politiques, le refus de leur accorder des prêts ou des financements, et la destruction de leurs biens. La cyberviolence, alimentée par l'essor des technologies de l'information et de la communication, comprend le harcèlement en ligne, la diffusion de photos ou de vidéos intimes sans leur consentement, et la création de faux profils pour les diffamer.

L'impact de la violence et de l'intimidation politiques sur la participation et la sécurité des femmes est dévastateur. La peur de la violence et de l'intimidation peut dissuader les femmes de se présenter aux élections ou d'accepter des postes politiques, privant ainsi les institutions politiques de leurs compétences et de leurs perspectives uniques. Les femmes politiques qui osent s'engager malgré ces menaces peuvent avoir du mal à faire entendre leur voix et à exercer leur influence, limitant ainsi leur capacité à contribuer à l'élaboration de politiques publiques équitables.

La violence politique compromet également la sécurité physique et psychologique des femmes politiques et de leurs familles, les exposant à des risques considérables. Elle perpétue les inégalités de genre, renforçant les stéréotypes et les normes sociales qui limitent la participation des femmes à la vie publique. Enfin, elle nuit à la démocratie elle-même, compromettant l'intégrité des processus démocratiques et limitant la représentativité des institutions politiques.

Pour lutter contre la violence et l'intimidation politiques à l'égard des femmes, il est impératif de mettre en œuvre des mesures de protection et de prévention à plusieurs niveaux. Sur le plan



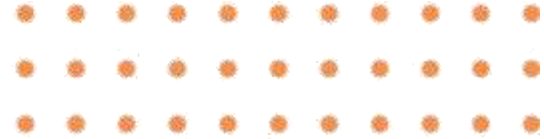
juridique, les pays doivent adopter des lois qui criminalisent explicitement la violence politique à l'égard des femmes et qui prévoient des sanctions sévères pour les auteurs de ces actes. Sur le plan institutionnel, les institutions politiques doivent mettre en place des mécanismes de protection robustes pour les femmes politiques, tels que des services de sécurité, des lignes d'assistance et des protocoles de signalement clairs et accessibles.

La sensibilisation du public à la violence politique à l'égard des femmes est également cruciale. Il est essentiel de lutter contre les stéréotypes de genre qui justifient ou banalisent cette violence, et de promouvoir une culture de respect et d'égalité. La formation des professionnels du droit, des forces de l'ordre et des médias sur la violence politique à l'égard des femmes et sur les moyens de la prévenir et de la combattre est également indispensable. Enfin, les organisations de la société civile et les mouvements de femmes jouent un rôle crucial en fournissant un soutien psychosocial et juridique aux femmes politiques qui sont victimes de violence et d'intimidation.

La lutte contre la violence et l'intimidation politiques à l'égard des femmes est un impératif pour garantir un environnement politique sûr, inclusif et équitable pour les femmes en Afrique de l'Ouest. En investissant dans la protection et la prévention, les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent construire des démocraties plus justes, équitables et représentatives, où les femmes peuvent exercer pleinement leurs droits politiques et contribuer au développement de leurs communautés.

## **Chapitre 8 : Le Rôle des Partis Politiques**

Les partis politiques jouent un rôle central dans la sélection, le soutien et la promotion des femmes candidates et élues en Afrique de l'Ouest. Leur engagement en faveur de l'égalité des genres est déterminant pour surmonter les obstacles à la participation politique des femmes et pour construire des démocraties inclusives et équitables. L'analyse du soutien et de l'inclusion des femmes au sein des partis, de la discrimination et de la marginalisation qu'elles peuvent subir, et de l'importance des politiques internes favorables aux femmes est donc essentielle pour comprendre les dynamiques de pouvoir et les progrès réalisés en matière d'égalité des genres.



## Soutien et Inclusion des Femmes au Sein des Partis

Le soutien et l'inclusion des femmes au sein des partis politiques sont des facteurs clés pour garantir leur participation effective et significative à la vie politique. Les partis politiques qui adoptent une approche proactive en matière d'égalité des genres créent un environnement favorable à la participation des femmes. Ils mettent en place des mécanismes pour recruter, former et soutenir les femmes candidates, et ils leur offrent des opportunités de leadership et de prise de décision.

Les partis politiques peuvent adopter diverses stratégies pour soutenir et inclure les femmes. Ils peuvent mettre en place des quotas ou des systèmes de parité pour garantir une représentation minimale des femmes sur les listes électorales et dans les instances dirigeantes. Ils peuvent également mettre en œuvre des programmes de formation pour renforcer les compétences politiques des femmes, et ils peuvent créer des réseaux de mentorat pour les soutenir dans leur carrière politique.

Le soutien financier et logistique est également crucial pour les femmes candidates. Les partis politiques peuvent leur accorder des subventions pour financer leurs campagnes électorales, et ils peuvent leur fournir un soutien logistique en matière de communication, de transport et d'organisation.

## Discrimination et Marginalisation

Malgré les progrès réalisés, les femmes continuent de faire face à la discrimination et à la marginalisation au sein des partis politiques en Afrique de l'Ouest. Elles sont souvent exclues des réseaux de pouvoir dominés par les hommes, et elles ont du mal à faire entendre leur voix dans les instances décisionnelles.

Les femmes sont souvent victimes de stéréotypes de genre et de préjugés, qui remettent en question leur compétence et leur légitimité en tant que leaders politiques. Elles peuvent être confrontées à des comportements sexistes et à des remarques dégradantes, qui visent à les discréditer et à les décourager de participer à la vie politique.



La discrimination et la marginalisation peuvent également se manifester par l'exclusion des femmes des postes de leadership et des responsabilités importantes au sein des partis politiques. Elles peuvent être cantonnées à des rôles de soutien ou à des commissions thématiques considérées comme "féminines", telles que les affaires sociales ou la famille.

#### Importance des Politiques Internes Favorables aux Femmes

Pour surmonter les obstacles à la participation des femmes et pour promouvoir l'égalité des genres au sein des partis politiques, il est essentiel d'adopter des politiques internes favorables aux femmes. Ces politiques doivent inclure des mesures concrètes pour garantir la représentation et la participation équitables des femmes à tous les niveaux du parti.

Les politiques internes peuvent inclure des quotas ou des systèmes de parité pour garantir une représentation minimale des femmes sur les listes électorales et dans les instances dirigeantes. Elles peuvent également prévoir des mécanismes pour lutter contre la discrimination et le harcèlement, et pour promouvoir un environnement de travail sûr et respectueux pour les femmes.

Les partis politiques peuvent également adopter des codes de conduite qui interdisent les comportements sexistes et les remarques dégradantes, et qui encouragent le respect et l'égalité entre les femmes et les hommes. Ils peuvent également mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer les progrès réalisés en matière d'égalité des genres, et pour identifier les domaines où des améliorations sont nécessaires.

Le rôle des partis politiques est crucial pour garantir la participation effective et significative des femmes à la vie politique en Afrique de l'Ouest. En adoptant des politiques internes favorables aux femmes, en luttant contre la discrimination et la marginalisation, et en soutenant activement les femmes candidates et élues, les partis politiques peuvent contribuer à construire des démocraties plus inclusives et équitables.



## **Partie III : Stratégies et Solutions**



## Chapitre 9 : Quotas et Lois sur la Parité : Mise en Œuvre et Impact

L'adoption et la mise en œuvre de quotas et de lois sur la parité représentent une stratégie cruciale pour accélérer la participation des femmes dans les instances décisionnelles en Afrique de l'Ouest. Ces instruments juridiques et politiques visent à corriger les déséquilibres historiques et structurels qui entravent l'égalité des genres, en imposant ou en encourageant une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les sphères de pouvoir. Ce chapitre se propose d'analyser en profondeur l'impact de ces mesures, d'identifier les meilleures pratiques et de formuler des recommandations pour une mise en œuvre efficace.

### Analyse Comparative des Lois sur la Parité en Afrique de l'Ouest

L'adoption de lois sur la parité en Afrique de l'Ouest a connu une progression notable au cours des dernières décennies, témoignant d'une prise de conscience croissante de l'importance de l'égalité des genres dans la vie politique. Cependant, l'analyse comparative révèle une diversité de modèles et de niveaux d'ambition, reflétant les contextes politiques, culturels et sociaux spécifiques à chaque pays.

Certains pays ont opté pour des quotas stricts, imposant un pourcentage minimum de femmes sur les listes électorales et dans les instances dirigeantes des partis politiques. Ces quotas, souvent assortis de sanctions en cas de non-respect, visent à garantir une représentation minimale des femmes et à accélérer leur accès aux postes de pouvoir. D'autres pays ont adopté des mesures incitatives, encourageant les partis politiques à respecter la parité sans imposer de sanctions contraignantes. Ces mesures peuvent inclure des primes ou des avantages pour les partis qui respectent la parité, ou des campagnes de sensibilisation pour promouvoir l'égalité des genres.

La portée des lois sur la parité varie également. Certains pays ont étendu leur application aux élections nationales et locales, ainsi qu'aux nominations aux postes de responsabilité. Cette approche globale vise à assurer une représentation équilibrée des femmes à tous les niveaux de pouvoir, de la base au sommet. D'autres pays se sont limités aux élections nationales, considérant que la parité au niveau national aura un effet d'entraînement sur les autres niveaux de pouvoir.



La définition de la parité diffère également selon les pays. Certains pays exigent une représentation égale (50/50) des femmes et des hommes, considérant que seule une égalité numérique peut garantir une égalité effective. D'autres pays se contentent d'un pourcentage inférieur (30 ou 40%), considérant que cette représentation minimale est un premier pas vers la parité.

L'analyse comparative met en évidence l'importance du contexte politique et culturel dans l'adoption et la mise en œuvre des lois sur la parité. Les pays où les mouvements de femmes sont forts et où la société civile est mobilisée ont tendance à adopter des mesures plus ambitieuses et à exercer une pression constante pour leur mise en œuvre. L'engagement des partis politiques et des dirigeants nationaux est également déterminant. Lorsque les dirigeants politiques soutiennent activement la parité, les progrès sont plus significatifs.

#### Meilleures Pratiques et Leçons Apprises

L'expérience des pays ayant mis en œuvre des lois sur la parité permet d'identifier les meilleures pratiques et les leçons apprises, afin d'optimiser l'impact de ces mesures et d'accélérer les progrès en matière d'égalité des genres.

- **Quotas contraignants** : Les quotas contraignants, assortis de sanctions en cas de non-respect, se sont révélés plus efficaces que les mesures incitatives. Ils garantissent une représentation minimale des femmes et exercent une pression sur les partis politiques pour qu'ils respectent la parité.
- **Application étendue** : L'application des lois sur la parité aux élections nationales et locales, ainsi qu'aux nominations aux postes de responsabilité, permet d'assurer une représentation équilibrée des femmes à tous les niveaux de pouvoir.
- **Parité réelle** : L'objectif de la parité doit être une représentation égale (50/50) des femmes et des hommes, afin de garantir une égalité effective. Une représentation inférieure à 50% peut perpétuer les inégalités et limiter l'influence des femmes.



- Soutien financier et logistique : Les partis politiques doivent bénéficier d'un soutien financier et logistique pour mettre en œuvre les lois sur la parité, notamment pour la formation des femmes candidates, la sensibilisation des électeurs et la communication.
- Sensibilisation et éducation : Des campagnes de sensibilisation et d'éducation sont essentielles pour changer les mentalités et promouvoir l'acceptation de la parité. Elles doivent cibler les partis politiques, les électeurs et la société civile dans son ensemble.
- Suivi et évaluation : Des mécanismes de suivi et d'évaluation doivent être mis en place pour mesurer l'impact des lois sur la parité, identifier les éventuelles lacunes et proposer des ajustements. Ils doivent inclure des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, ainsi que des consultations avec les parties prenantes.

#### Recommandations pour une Mise en Œuvre Efficace

Sur la base de l'analyse comparative et des meilleures pratiques, les recommandations suivantes sont formulées pour une mise en œuvre efficace des quotas et des lois sur la parité en Afrique de l'Ouest :

- Adopter des quotas contraignants : Les pays qui n'ont pas encore adopté de quotas contraignants doivent le faire, en fixant un pourcentage minimum de femmes sur les listes électorales et dans les instances dirigeantes des partis politiques.
- Étendre l'application des lois sur la parité : Les lois sur la parité doivent s'appliquer aux élections nationales et locales, ainsi qu'aux nominations aux postes de responsabilité.
- Viser la parité réelle : L'objectif doit être une représentation égale (50/50) des femmes et des hommes, afin de garantir une égalité effective.
- Renforcer les mécanismes de contrôle : Des mécanismes de contrôle indépendants doivent être mis en place pour veiller au respect des lois sur la parité et sanctionner les partis politiques qui ne les respectent pas.



- Accorder un soutien financier et logistique : Les partis politiques doivent bénéficier d'un soutien financier et logistique pour mettre en œuvre les lois sur la parité, notamment pour la formation des femmes candidates et la sensibilisation des électeurs.
- Mener des campagnes de sensibilisation : Des campagnes de sensibilisation et d'éducation doivent être menées pour changer les mentalités et promouvoir l'acceptation de la parité.
- Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation : Des mécanismes de suivi et d'évaluation doivent être mis en place pour mesurer l'impact des lois sur la parité et identifier les éventuelles lacunes.
- Renforcer la collaboration avec la société civile : Les gouvernements et les partis politiques doivent renforcer leur collaboration avec les organisations de la société civile et les mouvements de femmes, qui jouent un rôle crucial dans la promotion de la parité.
- Partager les meilleures pratiques : Les pays d'Afrique de l'Ouest doivent partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques en matière de mise en œuvre des lois sur la parité, afin d'accélérer les progrès dans toute la région.

## Chapitre 10 : Renforcement des Capacités et Formation

Le renforcement des capacités et la formation constituent des piliers essentiels pour favoriser la participation effective et significative des femmes dans les sphères politiques en Afrique de l'Ouest. En dotant les femmes des compétences, des connaissances et des réseaux nécessaires, on leur permet de surmonter les obstacles structurels et culturels qui entravent leur accès aux postes de pouvoir. Ce chapitre se propose d'explorer en profondeur les programmes de formation pour les femmes candidates et élues, le développement du leadership et des compétences politiques, ainsi que le rôle crucial du mentorat et des réseaux de soutien.

Programmes de Formation pour les Femmes Candidates et Élues



Les programmes de formation jouent un rôle déterminant dans la préparation des femmes candidates et élues à leurs responsabilités politiques. Ces programmes doivent être conçus pour répondre aux besoins spécifiques des femmes, en tenant compte des obstacles qu'elles rencontrent et des compétences qu'elles doivent développer.

Les formations peuvent porter sur divers aspects de la vie politique, tels que la communication politique, la gestion de campagne électorale, la négociation, la prise de parole en public, la connaissance des institutions politiques et juridiques, la gestion financière et la planification stratégique. Il est également essentiel de sensibiliser les femmes aux questions de genre et aux droits des femmes, afin qu'elles puissent défendre efficacement les intérêts des femmes dans les instances politiques.

Les programmes de formation doivent être adaptés aux différents niveaux de responsabilité politique, en tenant compte des besoins spécifiques des femmes candidates, des femmes élues locales et des femmes élues nationales. Ils doivent également être accessibles aux femmes vivant dans les zones rurales et aux femmes issues de groupes marginalisés.

Les formations peuvent être dispensées par des organisations de la société civile, des institutions gouvernementales, des organisations internationales et des experts en politique et en développement. Il est important d'impliquer les femmes politiques expérimentées dans la conception et la mise en œuvre des programmes de formation, afin de garantir qu'ils répondent aux besoins réels des femmes.

#### Développement du Leadership et des Compétences Politiques

Le développement du leadership et des compétences politiques est essentiel pour permettre aux femmes de s'affirmer en tant que leaders politiques et d'exercer une influence significative dans les instances décisionnelles. Les programmes de formation doivent donc mettre l'accent sur le développement des compétences suivantes :

- Leadership : Les femmes doivent être encouragées à développer leur leadership, leur capacité à prendre des initiatives, à mobiliser des équipes et à inspirer les autres.



- Communication : Les femmes doivent être formées à communiquer efficacement avec les électeurs, les médias et les autres acteurs politiques.
- Négociation : Les femmes doivent être formées à négocier et à défendre leurs positions dans les instances politiques.
- Prise de décision : Les femmes doivent être formées à analyser les informations, à prendre des décisions éclairées et à assumer leurs responsabilités.
- Gestion de conflit : Les femmes doivent être formées à gérer les conflits et à trouver des solutions pacifiques.
- Gestion financière : Les femmes doivent être formées à gérer les finances publiques et à assurer la transparence et la redevabilité.
- Planification stratégique : Les femmes doivent être formées à élaborer des plans stratégiques et à mettre en œuvre des politiques publiques efficaces.

Le développement du leadership et des compétences politiques doit être un processus continu, qui se poursuit tout au long de la carrière politique des femmes. Les programmes de formation doivent donc offrir des opportunités de formation continue et de perfectionnement professionnel.

#### Mentorat et Réseaux de Soutien

Le mentorat et les réseaux de soutien jouent un rôle crucial dans l'accompagnement des femmes politiques et dans la création d'un environnement favorable à leur participation. Le mentorat permet aux femmes politiques expérimentées de partager leurs connaissances et leurs expériences avec les nouvelles venues, de les conseiller et de les encourager.

Les réseaux de soutien permettent aux femmes politiques de se connecter entre elles, de partager leurs expériences, de se soutenir mutuellement et de renforcer leur pouvoir collectif. Ils leur offrent également des opportunités de formation, de réseautage et de collaboration.

Le mentorat et les réseaux de soutien peuvent être organisés par des organisations de la société civile, des associations de femmes politiques, des partis politiques et des institutions



gouvernementales. Il est important de créer des espaces sûrs et inclusifs, où les femmes peuvent se sentir à l'aise pour partager leurs expériences et leurs préoccupations.

Les programmes de mentorat et les réseaux de soutien doivent être adaptés aux différents niveaux de responsabilité politique, en tenant compte des besoins spécifiques des femmes candidates, des femmes élues locales et des femmes élues nationales. Ils doivent également être accessibles aux femmes vivant dans les zones rurales et aux femmes issues de groupes marginalisés.

## **Chapitre 11 : Sensibilisation et Éducation du Public**

La sensibilisation et l'éducation du public constituent des leviers essentiels pour transformer les mentalités et favoriser une participation politique inclusive des femmes en Afrique de l'Ouest. En informant et en mobilisant les citoyens sur l'importance de l'égalité des genres et les avantages de la participation des femmes, on crée un environnement favorable à leur engagement politique. Ce chapitre se propose d'explorer en profondeur les campagnes de sensibilisation, l'éducation civique et l'engagement des jeunes, ainsi que le rôle crucial des médias et de la communication.

### **Campagnes de Sensibilisation sur l'Importance de la Participation des Femmes**

Les campagnes de sensibilisation jouent un rôle déterminant dans la promotion de la participation politique des femmes. Elles visent à informer le public sur les enjeux de l'égalité des genres, à déconstruire les stéréotypes et les préjugés, et à valoriser les contributions des femmes à la vie politique.

Ces campagnes doivent être conçues pour atteindre un large public, en utilisant des supports et des canaux de communication variés, tels que les médias traditionnels (radio, télévision, presse écrite), les médias sociaux, les affiches, les brochures, les événements publics et les activités communautaires. Il est important d'adapter les messages aux différents publics cibles, en tenant compte de leur âge, de leur niveau d'éducation, de leur appartenance culturelle et de leur lieu de résidence.



Les campagnes de sensibilisation doivent mettre en évidence les avantages de la participation des femmes à la vie politique, en soulignant leur capacité à apporter des perspectives uniques, à défendre les intérêts des femmes et des familles, et à contribuer à l'élaboration de politiques publiques plus inclusives et équitables. Elles doivent également déconstruire les stéréotypes et les préjugés qui associent les femmes à la sphère privée et les hommes à la sphère publique.

Il est important d'impliquer les femmes politiques expérimentées dans la conception et la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation, afin de valoriser leurs expériences et leurs témoignages. Les organisations de la société civile et les mouvements de femmes jouent également un rôle crucial dans la mobilisation du public et la promotion de la participation des femmes.

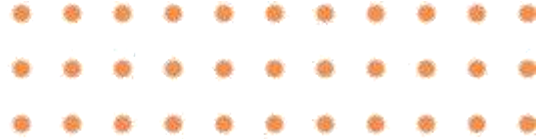
### Éducation Civique et Engagement des Jeunes

L'éducation civique et l'engagement des jeunes sont essentiels pour construire une culture politique favorable à la participation des femmes. En informant les jeunes sur leurs droits et leurs responsabilités en tant que citoyens, et en les encourageant à s'engager dans la vie politique, on prépare les générations futures à construire des sociétés plus égalitaires et inclusives.

Les programmes d'éducation civique doivent être intégrés dans les cursus scolaires et universitaires, et ils doivent être adaptés aux différents niveaux d'âge. Ils peuvent porter sur des sujets tels que les droits humains, la démocratie, la citoyenneté, la participation politique, l'égalité des genres et la lutte contre la discrimination.

Il est important d'utiliser des méthodes pédagogiques interactives et participatives, qui encouragent les jeunes à exprimer leurs opinions, à débattre des enjeux politiques et à s'engager dans des actions citoyennes. Les activités parascolaires, telles que les clubs de débat, les simulations de processus politiques et les projets communautaires, peuvent également contribuer à renforcer l'engagement civique des jeunes.

Les organisations de la société civile et les mouvements de jeunes jouent un rôle crucial dans la promotion de l'éducation civique et de l'engagement des jeunes. Ils peuvent organiser des



ateliers, des formations, des événements publics et des campagnes de sensibilisation pour informer et mobiliser les jeunes.

### Rôle des Médias et de la Communication

Les médias et la communication jouent un rôle essentiel dans la formation de l'opinion publique et la promotion de la participation politique des femmes. Ils peuvent contribuer à sensibiliser le public aux enjeux de l'égalité des genres, à valoriser les contributions des femmes à la vie politique, et à déconstruire les stéréotypes et les préjugés.

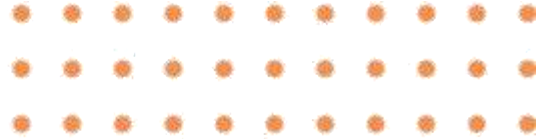
Il est important de renforcer la capacité des médias à traiter les questions de genre de manière équilibrée et non stéréotypée. Les journalistes doivent être formés sur les enjeux de l'égalité des genres, sur les droits des femmes et sur les bonnes pratiques en matière de communication sensible au genre.

Les médias doivent également donner la parole aux femmes politiques et aux expertes en matière de genre, afin de valoriser leurs expériences et leurs connaissances. Il est important de lutter contre la sous-représentation des femmes dans les médias et de promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les débats publics.

Les médias sociaux jouent un rôle croissant dans la communication politique. Ils peuvent être utilisés pour informer et mobiliser le public, pour promouvoir la participation des femmes et pour lutter contre la désinformation et les discours de haine. Il est important de développer des stratégies de communication efficaces sur les médias sociaux, en tenant compte des spécificités de chaque plateforme et des publics cibles.

## Chapitre 12 : Partenariats et Collaboration

La promotion de la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest requiert une approche collaborative et multidimensionnelle, impliquant une diversité d'acteurs à différents niveaux. Les partenariats et la collaboration entre les organisations de la société civile, les ONG, les institutions gouvernementales, les organisations régionales et internationales, ainsi que les



partenaires au développement, sont essentiels pour mobiliser les ressources, partager les meilleures pratiques et plaider en faveur de politiques publiques favorables à l'égalité des genres.

### Rôle des Organisations de la Société Civile et des ONG

Les organisations de la société civile (OSC) et les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle crucial dans la promotion de la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest. Elles agissent comme des acteurs de plaidoyer, des prestataires de services, des partenaires de mise en œuvre et des observateurs indépendants.

Les OSC et les ONG mènent des campagnes de sensibilisation pour informer le public sur l'importance de la participation des femmes, déconstruire les stéréotypes et les préjugés, et promouvoir l'égalité des genres. Elles fournissent également un soutien juridique et psychosocial aux femmes politiques, et elles les aident à renforcer leurs capacités politiques et leurs compétences en leadership.

Les OSC et les ONG jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre des programmes de formation et de mentorat pour les femmes candidates et élues. Elles organisent des ateliers, des séminaires et des formations pour renforcer les compétences politiques des femmes, et elles mettent en place des réseaux de soutien pour les aider à surmonter les obstacles et à réussir dans leur carrière politique.

Les OSC et les ONG agissent comme des observateurs indépendants des processus électoraux et des institutions politiques. Elles surveillent le respect des lois et des normes en matière d'égalité des genres, et elles dénoncent les violations des droits des femmes. Elles jouent également un rôle crucial dans le suivi et l'évaluation des politiques publiques et des programmes de développement, afin de garantir qu'ils répondent aux besoins des femmes.

Les OSC et les ONG collaborent avec les institutions gouvernementales, les organisations régionales et internationales, et les partenaires au développement pour mettre en œuvre des programmes et des projets conjoints. Elles participent également aux dialogues politiques et aux processus de prise de décision, afin de faire entendre la voix des femmes et de défendre leurs intérêts.



## Coopération Régionale et Internationale

La coopération régionale et internationale joue un rôle essentiel dans la promotion de la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest. Les organisations régionales et internationales, telles que l'Union africaine, la CEDEAO, les Nations Unies et l'Union européenne, fournissent un cadre normatif et politique pour l'égalité des genres, et elles apportent un soutien technique et financier aux pays de la région.

Les organisations régionales et internationales encouragent l'adoption et la mise en œuvre de lois et de politiques favorables à l'égalité des genres, telles que les quotas et les lois sur la parité. Elles fournissent également une assistance technique pour renforcer les capacités des institutions gouvernementales et des organisations de la société civile, et elles soutiennent la mise en œuvre de programmes de formation et de mentorat pour les femmes politiques.

Les organisations régionales et internationales facilitent le partage des meilleures pratiques et des leçons apprises entre les pays de la région, et elles encouragent la coopération et la collaboration entre les différents acteurs. Elles jouent également un rôle crucial dans la mobilisation des ressources financières et techniques pour soutenir les initiatives en faveur de la participation politique des femmes.

La coopération régionale et internationale contribue également à renforcer la voix des femmes dans les instances internationales et à promouvoir leurs droits à l'échelle mondiale. Les organisations régionales et internationales plaident en faveur de l'inclusion des femmes dans les processus de paix et de sécurité, et elles soutiennent la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui inclut des objectifs spécifiques en matière d'égalité des genres.

## Mobilisation des Ressources et Plaidoyer

La mobilisation des ressources financières et techniques est essentielle pour soutenir les initiatives en faveur de la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest. Les gouvernements, les organisations régionales et internationales, les partenaires au développement et les fondations privées doivent allouer des ressources suffisantes pour financer



les programmes de formation, les campagnes de sensibilisation, les projets de mentorat et les activités de plaidoyer.

Le plaidoyer joue un rôle crucial dans la mobilisation des ressources et dans la promotion de politiques publiques favorables à l'égalité des genres. Les organisations de la société civile et les mouvements de femmes mènent des campagnes de plaidoyer pour sensibiliser les décideurs politiques, les médias et le public aux enjeux de la participation politique des femmes.

Le plaidoyer peut prendre diverses formes, telles que la publication de rapports et de communiqués de presse, l'organisation de manifestations et de pétitions, la participation à des dialogues politiques et à des processus de consultation, et la collaboration avec les médias pour diffuser des messages clés.

Le plaidoyer doit être fondé sur des données probantes et des arguments solides, et il doit être adapté aux différents publics cibles. Il est important de renforcer la capacité des organisations de la société civile et des mouvements de femmes à mener des activités de plaidoyer efficaces, en leur fournissant une formation, un soutien technique et des ressources financières.



## Conclusion

La participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest demeure un impératif pour la consolidation de la démocratie, la promotion du développement durable et la réalisation de l'égalité des genres. Cette publication a exploré en profondeur les dynamiques complexes de la participation politique des femmes dans la région, en mettant en lumière les défis persistants, les avancées significatives et les stratégies prometteuses pour renforcer leur représentation et leur influence. Cette conclusion vise à synthétiser les principaux constats, à formuler des recommandations pour l'avenir et à lancer un appel à l'action pour une participation équitable et significative des femmes dans les sphères politiques.

### Synthèse des Principaux Constats

L'analyse des données et des expériences des femmes politiques en Afrique de l'Ouest a révélé une réalité contrastée. Bien que des progrès notables aient été réalisés au cours des dernières décennies, les femmes continuent de se heurter à des obstacles structurels, culturels et socio-économiques qui limitent leur accès aux postes de décision et leur capacité à exercer une influence politique significative.

Les quotas et les lois sur la parité ont démontré leur efficacité pour augmenter la représentation des femmes dans les instances politiques, mais leur mise en œuvre reste inégale et leur impact est limité par le manque de soutien financier et logistique, ainsi que par les résistances culturelles et politiques.

Les normes culturelles et les stéréotypes de genre continuent de jouer un rôle prépondérant dans la limitation de l'accès des femmes aux postes de pouvoir. Les femmes sont souvent perçues comme moins compétentes ou moins légitimes que les hommes pour exercer des fonctions politiques, et elles sont confrontées à des préjugés et à des discriminations tout au long de leur carrière politique.

Les barrières économiques et éducatives constituent également des obstacles majeurs à la participation politique des femmes. Le manque de ressources financières pour mener des campagnes électorales, l'accès limité aux opportunités économiques et les inégalités dans l'accès



à l'éducation limitent la capacité des femmes à s'engager en politique et à exercer une influence significative.

La violence et l'intimidation politiques sont des problèmes croissants en Afrique de l'Ouest, qui visent à décourager les femmes de s'engager en politique, à limiter leur influence et à les exclure des sphères de pouvoir. Les femmes politiques sont souvent victimes de violence physique, psychologique et sexuelle, ainsi que de menaces et d'intimidation.

Le rôle des partis politiques est crucial pour garantir la participation effective et significative des femmes à la vie politique. Cependant, les femmes continuent de faire face à la discrimination et à la marginalisation au sein des partis, et elles ont du mal à accéder aux postes de leadership et aux responsabilités importantes.

Le renforcement des capacités et la formation sont essentiels pour permettre aux femmes de s'affirmer en tant que leaders politiques et d'exercer une influence significative dans les instances décisionnelles. Les programmes de formation doivent être adaptés aux besoins spécifiques des femmes, en tenant compte des obstacles qu'elles rencontrent et des compétences qu'elles doivent développer.

La sensibilisation et l'éducation du public sont des leviers essentiels pour transformer les mentalités et favoriser une participation politique inclusive des femmes. Les campagnes de sensibilisation, l'éducation civique et l'engagement des jeunes, ainsi que le rôle des médias et de la communication, sont cruciaux pour informer et mobiliser les citoyens.

Les partenariats et la collaboration entre les organisations de la société civile, les ONG, les institutions gouvernementales, les organisations régionales et internationales, ainsi que les partenaires au développement, sont essentiels pour mobiliser les ressources, partager les meilleures pratiques et plaider en faveur de politiques publiques favorables à l'égalité des genres.

#### Recommandations pour l'Avenir

Sur la base des principaux constats de cette publication, les recommandations suivantes sont formulées pour l'avenir :



- Renforcer la mise en œuvre des quotas et des lois sur la parité : Les pays qui n'ont pas encore adopté de quotas contraignants doivent le faire, et tous les pays doivent renforcer les mécanismes de contrôle et de suivi pour garantir le respect des lois sur la parité.
- Lutter contre les normes culturelles et les stéréotypes de genre : Des campagnes de sensibilisation et d'éducation doivent être menées pour déconstruire les stéréotypes et les préjugés, et pour promouvoir l'égalité des genres.
- Réduire les barrières économiques et éducatives : Les gouvernements et les partenaires au développement doivent investir dans des programmes visant à améliorer l'accès des femmes à l'éducation, à la formation professionnelle et aux opportunités économiques.
- Lutter contre la violence et l'intimidation politiques : Les pays doivent adopter des lois qui criminalisent la violence politique à l'égard des femmes, et ils doivent mettre en place des mécanismes de protection et de soutien pour les femmes victimes de violence.
- Renforcer le rôle des partis politiques : Les partis politiques doivent adopter des politiques internes favorables aux femmes, et ils doivent mettre en place des mécanismes pour lutter contre la discrimination et la marginalisation.
- Investir dans le renforcement des capacités et la formation : Les gouvernements et les partenaires au développement doivent financer des programmes de formation pour les femmes candidates et élues, en mettant l'accent sur le développement du leadership et des compétences politiques.
- Promouvoir la sensibilisation et l'éducation du public : Des campagnes de sensibilisation et d'éducation doivent être menées pour informer le public sur l'importance de la participation des femmes, et pour encourager l'engagement civique des jeunes.
- Renforcer les partenariats et la collaboration : Les gouvernements, les organisations de la société civile, les ONG, les organisations régionales et internationales, ainsi que les partenaires au développement, doivent collaborer étroitement pour mettre en œuvre des programmes et des projets conjoints.



## Appel à l'Action

La participation politique des femmes est un impératif pour la construction de démocraties inclusives et équitables en Afrique de l'Ouest. Il est temps de passer des paroles aux actes, et de mettre en œuvre des stratégies efficaces pour renforcer la représentation et l'influence des femmes dans les sphères politiques.

Cet appel à l'action s'adresse à tous les acteurs concernés :

- Aux gouvernements : Adopter et mettre en œuvre des lois et des politiques favorables à l'égalité des genres, allouer des ressources suffisantes pour soutenir les initiatives en faveur de la participation politique des femmes, et créer un environnement politique sûr et favorable aux femmes.
- Aux partis politiques : Adopter des politiques internes favorables aux femmes, lutter contre la discrimination et la marginalisation, et soutenir activement les femmes candidates et élues.
- Aux organisations de la société civile et aux ONG : Mener des campagnes de sensibilisation, fournir un soutien aux femmes politiques, et plaider en faveur de politiques publiques favorables à l'égalité des genres.
- Aux organisations régionales et internationales : Fournir un cadre normatif et politique pour l'égalité des genres, apporter un soutien technique et financier aux pays de la région, et faciliter le partage des meilleures pratiques.
- Aux partenaires au développement : Allouer des ressources financières et techniques pour soutenir les initiatives en faveur de la participation politique des femmes, et intégrer l'égalité des genres dans leurs programmes et projets.
- Aux médias et aux communicateurs : Promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les débats publics, et lutter contre les stéréotypes et les préjugés.



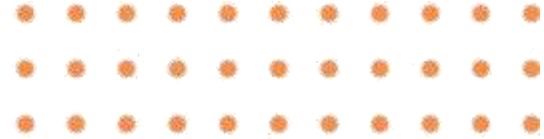
- À chaque citoyen : Soutenir les femmes politiques, voter pour les femmes candidates, et dénoncer les discriminations et les violences à l'égard des femmes en politique.





## BIBLIOGRAPHIE

- <https://levisionnaire.tg/lassemblee-nationale-honore-ses-femmes-et-renforce-son-engagement-pour-legalite-des-genres/>
- <https://www.togofirst.com/fr/politique/2108-14606-togo-un-gouvernement-de-35-ministres-pour-conduire-la-transition-vers-la-5e-republique>
- <https://www.republiquetogolaise.com/politique/2108-9601-le-nouveau-gouvernement-en-quelques-points>
- <https://citinewsroom.com/2025/01/here-are-the-42-ministers-nominated-so-far-by-mahama/>
- <https://www.bbc.com/pidgin/articles/c17d7yp1rpo>
- <https://data.ipu.org/parliament/GH/GH-LC01/>
- <https://data.ipu.org/fr/parliament/NG/NG-LC01/>
- <https://data.ipu.org/fr/parliament/NG/NG-UC01/>
- <https://data.ipu.org/fr/parliament/CI/CI-LC01/>
- <https://www.reuters.com/world/africa/nigerias-tinubu-swears-45-ministers-amid-concerns-over-growth-insecurity-2023-08-21/>
- <https://dataphyte.com/latest-reports/despite-reshuffle-promises-on-gender-equality-in-appointments-remain-unfulfilled/>
- <https://data.ipu.org/fr/parliament/CI/CI-LC01/>
- <https://www.fratmat.info/article/84811/Politique/cote-divoire-7-femmes-dont-une-secretaire-detat-dans-le-nouveau-gouvernement>
- <https://data.ipu.org/fr/parliament/SN/SN-LC01/>
- <https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/major-cabinet-reshuffle-shoves-4-ministers>
- <https://op.gov.gm/cabinet>
- <https://data.ipu.org/fr/parliament/GM/GM-LC01/>
- <https://african.business/2024/12/apo-newsfeed/sierra-leone-newly-appointed-minister-resident-ministers-and-political-parties-registration-commission-pprc-chairman-subscribe-to-oath-of-office>
- <https://www.parliament.gov.sl/members-of-parliament.html>



<https://www.emansion.gov.lr/general/the-cabinet>

<https://data.ipu.org/fr/parliament/LR/LR-LC01/>

<https://data.ipu.org/fr/parliament/LR/LR-UC01/>

<https://french.news.cn/20240315/ce5c76f234ab42968acc098131d80689/c.html>

<https://fr.africanews.com/2023/12/21/guinee-bissau-martins-evince-duarte-barros-nouveau-premier-ministre/>

<https://www.courrierinternational.com/article/politique-en-guinee-bissau-le-president-ruse-pour-garder-le-pouvoir> 228286

<https://data.ipu.org/fr/parliament/ML/ML-LC01/>

<https://lefaso.net/spip.php?article131803>

<https://www.bbc.com/afrique/articles/clyjppl57yro>

<https://bamada.net/voici-la-liste-complete-du-nouveau-gouvernement-du-general-abdoulaye-maiga>

<https://data.ipu.org/fr/parliament/ML/ML-LC01/election/ML-LC01-E20201205/>

<https://www.jeuneafrique.com/1472259/politique/au-niger-la-junte-du-general-tiani-a-forme-un-gouvernement/>

<https://www.gouv.ne/index.php/les-ministeres/liste-des-ministeres/96-13-ministere-de-l-enseignement-superieur-de-la-recherche-et-de-l-innovation>

